

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3216

18 décembre 2013

SOMMAIRE

A Concepts	154368	PPSK 999 S.A.	154324
Ceratizit S.A.	154338	Primalor S.A.	154327
European Corporate Research Agency (ECRA) S.A.	154333	Prime Action S.A.	154325
Farmachen S.à.r.l.	154332	Pro-Constructions S.A.	154328
HAWK Group S.A.	154366	Promoteurs Associés S.A.	154327
International Trade Real Estate Dévelop- pement S.A.	154332	Puligny S.A.	154326
La Main Tendue A.s.b.l. Angela	154333	Quinlan Private Shrewsbury Investments S.A.	154327
Larry II Midco S.à r.l.	154333	R CAPITAL Hotels, S.à r.l.	154327
Larry Midco S.à r.l.	154333	RCG International Opportunities S. à r. l.	154328
Learning By Doing S.à r.l.	154322	Real Flex International S.A.	154328
L'Européenne des Métaux S.A.	154332	Revesol S.à r.l.	154329
L'Oenophile Sàrl	154332	Revolia S.à r.l.	154329
Mado Invest S.A.	154322	REY R. Holding S.à.r.l.	154329
Meyer Bergman European Retail Partners II Holdings S.à r.l.	154322	R.H. Conseil Sàrl	154322
Myanmar Business Chamber of Luxem- bourg A.s.b.l.	154334	RP IV S.à r.l.	154323
Nephele Luxco 3 S.à r.l.	154326	RP XV S.à.r.l.	154330
NPS European Property Holdings (Luxem- bourg) S.à r.l.	154326	RP XXIII S.à r.l.	154330
Ocean Stream Holdings S.A.	154326	RP XXII S.à r.l.	154328
Outlet Site Holdings S.à r.l.	154326	RP XXII S.à r.l.	154330
Parque Principado S.à r.l.	154324	R.S. Réalisations S.A.	154327
Paul Invest SA	154323	Rubicon Venture Partners S.A.	154329
PayPal 2 S.à r.l.	154324	School 1 S.à r.l.	154331
PayPal (Europe) S.à r.l. et Cie, S.C.A.	154324	SciPharm S.à r.l.	154331
PEIF II SCA GP S.à r.l.	154323	Sedianad S.A.	154331
Perseus Immobilien Gesellschaft 11	154323	Segemil S.A.	154331
Pescado S.A., SPF	154325	Sheik Coast S.A.	154331
Phoenix Telecom S.à r.l.	154325	Swiss Re Funds (Lux) I	154330
Pilasco Holding S.A.	154325	Theta II S.à r.l.	154352
Platanum Investments SA	154324	Whitewood (Finance) UK S.à r.l.	154346
		Whitewood (Stage 6) UK S.à r.l.	154349

Mado Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 149.905.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2013164287/10.

(130200612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Meyer Bergman European Retail Partners II Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 168.924.

EXTRAIT

Il résulte d'un contrat de cession des parts sociales du 08 octobre 2013 que Meyer Bergman European Retail Partners II- TE, LLC a cédé 3.402 parts sociales qu'elle détenait dans la Société à Meyer Bergman European Retail Partners II- T, LLC.

de telle sorte que les parts sociales de la Société sont détenues comme suit:

- Meyer Bergman European Retail Partners II- T, LLC. - 4.106 parts sociales
- Meyer Bergman European Retail Partners II- TE, LLC - 8.394 parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Pour la Société

Un Mandataire

Référence de publication: 2013164285/19.

(130200329) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Learning By Doing S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5612 Mondorf-les-Bains, 30, avenue François Clement.
R.C.S. Luxembourg B 165.339.

Les statuts coordonnés de la prédite société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164257/9.

(130200148) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

R.H. Conseil Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5637 Mondorf-les-Bains, 2, rue Saint Michel.
R.C.S. Luxembourg B 81.887.

Il est porté à la connaissance de tous que l'adresse professionnelle du gérant administratif en la personne de Monsieur Patrick Sganzerla ainsi que le siège social de l'associé unique sont désormais situés au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2013.

R.H. Conseil S.à r.l.

Fiduciaire Patrick Sganzerla S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013164407/16.

(130200344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

PEIF II SCA GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 157.745.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 22 novembre 2013

La clôture de la liquidation volontaire de la Société a été décidée par résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 22 novembre 2013.

La Société a donc cessé d'exister à partir de ce jour.

Les livres et documents sociaux de la Société seront conservés pendant le délai légal de 5 ans chez RREEF Finance & Operations Luxembourg au 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164380/17.

(130200207) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Paul Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3473 Dudelange, 13, An der Foxenhiel.
R.C.S. Luxembourg B 124.552.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164378/10.

(130200381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Perseus Immobilien Gesellschaft 11, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 132.800.

Statuts coordonnés, suite à un acte complémentaire reçu par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 2 août 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 2 septembre 2013.

Référence de publication: 2013164381/11.

(130200707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

RP IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 13.750,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 123.728.

Il résulte des résolutions prises par l'Associé Unique de la Société prise en date du 25 octobre 2013 que la personne suivante a été nommé en tant que gérant de type A avec effet au 1^{er} Novembre 2013:

- Schao-Tchin Chan, Directrice de société, née le 26 décembre 1980 à Uccle en Belgique, résidant professionnellement au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 26/11/2013.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2013164436/16.

(130200967) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Platanum Investments SA, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 164.591.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164362/10.

(130201168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

PayPal 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 127.758.

Statuts coordonnés, suite à une constatation d'augmentation de capital reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 2 août 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 2 septembre 2013.

Référence de publication: 2013164359/11.

(130200271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

PayPal (Europe) S.à r.l. et Cie, S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 118.349.

Statuts coordonnés, suite à une assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch/Alzette agissant en remplacement de Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 19 septembre 2013, déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 18 octobre 2013.

Référence de publication: 2013164358/12.

(130200305) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Parque Principado S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 180.448.

Les statuts coordonnés au 13 novembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013164357/12.

(130200293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

PPSK 999 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 163.674.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164391/9.

(130201021) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Pilasco Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Capital social: EUR 140.000,00.

R.C.S. Luxembourg B 139.972.

Il résulte d'une décision du gérant prise en date du 21 novembre 2013 que la convention de domiciliation conclue entre SG AUDIT Sàrl, 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, R.C.S. Luxembourg B 75 908 et la société PILASCO HOLDING S.A., R.C.S. Luxembourg B 139 972 a été dénoncée avec effet immédiat.

Le siège social de la société PILASCO HOLDING S.A. fixé jusqu'alors au 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg, est par conséquent également dénoncé.

Pour extrait conforme
SG AUDIT Sàrl

Référence de publication: 2013164385/14.

(130200515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Phoenix Telecom S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4574 Differdange, 3, rue du Parc Gerlache.

R.C.S. Luxembourg B 122.651.

Le bilan et le compte de pertes et profits abrégés au 11/11/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire COFIGEST S.A R.L.
Platinerei, 8 - L-8552 OBERPALLEN
Isabelle PHILIPIN

Référence de publication: 2013164384/13.

(130200427) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Pescado S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 101.509.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164382/10.

(130200595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Prime Action S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 55.554.

L'assemblée générale annuelle du 05 novembre 2013 a ratifié la décision prise par le Conseil d'administration en date du 14 juin 2013 de coopter Monsieur François MEUNIER au poste d'administrateur de la société, en remplacement de Monsieur Yves BIEWER, administrateur démissionnaire.

Le mandat de l'administrateur définitivement élu s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Luxembourg, le 24.11.2013.

Pour: PRIME ACTION S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Aurélie Katola

Référence de publication: 2013164396/17.

(130200214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Outlet Site Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.511,00.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 178.117.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164344/11.

(130200341) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Ocean Stream Holdings S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 5, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 111.738.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19/11/2013.

Signature.

Référence de publication: 2013164348/10.

(130201258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

NPS European Property Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 161.561.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 novembre 2013.

NPS European Property Holdings (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2013164337/12.

(130200902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Nephele Luxco 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 181.539.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164327/10.

(130201053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Puligny S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 114.771.

Le siège sis au 128 Boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg de PULIGNY S.A., société anonyme de droit luxembourgeois immatriculée au Registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 114 771, a été dénoncé par son agent domiciliataire avec effet au 25 novembre 2013.

*Pour GODFREY HIGUET Avocats**Un mandataire*

Référence de publication: 2013164400/11.

(130200711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Quinlan Private Shrewsbury Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 134.180.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164401/10.

(130200418) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Promoteurs Associés S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4306 Esch-sur-Alzette, 97, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 82.612.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164399/10.

(130200383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Primalor S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 172.210.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013164395/13.

(130200673) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

R.S. Réalisations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8353 Garnich, 30, rue de l'Ecole.

R.C.S. Luxembourg B 130.620.

Le Bilan abrégé au 31 Décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164409/10.

(130200163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

R CAPITAL Hotels, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 115.008.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2013164406/11.

(130200449) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

RCG International Opportunities S. à r. l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4243 Esch-sur-Alzette, 97, rue Jean-Pierre Michels.
R.C.S. Luxembourg B 114.603.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour RCG International Opportunities S. à r.l.
Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2013164420/11.

(130201155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Real Flex International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 78.125.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

REAL FLEX INTERNATIONAL S.A.
Société Anonyme
Signature

Référence de publication: 2013164421/12.

(130201289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Pro-Constructions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4917 Bascharage, 45, rue de la Continentale.
R.C.S. Luxembourg B 76.113.

Nous vous notifions par la présente notre démission en qualité de commissaire aux comptes de la société 'PRO-CONSTRUCTIONS S.A.' inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, numéro B 76113, avec effet au 22 novembre 2013.

Bergem, le 22 novembre 2013.
Bureau MODUGNO sàrl
130, Grand-Rue
L-3313 BERGEM
MODUGNO Salvatore

Référence de publication: 2013164397/15.

(130200277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

RP XXII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 134.763.

Il résulte des résolutions prises par l'Associé Unique de la Société prise en date du 25 octobre 2013 que la personne suivante a été nommée en tant que gérant de type A avec effet au 1^{er} Novembre 2013:

- Schao-Tchin Chan, Directrice de société, née le 26 décembre 1980 à Uccle en Belgique, résidant professionnellement au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Munsbach, le 25/11/2013.

Pour la Société
Un mandataire

Référence de publication: 2013164449/16.

(130200288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Revesol S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3895 Foetz, 10, rue de l'Avenir.

R.C.S. Luxembourg B 105.952.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour REVESOL S.à r.l.

FIDUCIAIRE DES PME SA

Référence de publication: 2013164426/11.

(130201164) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Revolia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 240.544,00.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 125.759.

EXTRAIT

Le Conseil de Gérance constate que Laurent MULLER et Frédéric MULLER ont changé d'adresse professionnelle et demeurent dorénavant à 121, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2013.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013164427/15.

(130200197) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

REY R. Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 6, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 165.026.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 novembre 2013.

REY R HOLDING S.ar.l.

Représentée par ZIFFER.LU

Mme Maria Tkachenko

Référence de publication: 2013164428/13.

(130201001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Rubicon Venture Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 146.405.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26.11.2013.

Pour: RUBICON VENTURE PARTNERS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélié Katola / Isabelle Marechal-Gerlaxhe

Référence de publication: 2013164453/15.

(130201039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

RP XXIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 135.614.

Il est à noter qu'Hermann-Günter Schommarz, gérant de catégorie A de la Société se prénommera Herman Schommarz avec effet immédiat.

Munsbach, le 25/11/2013.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013164451/13.

(130200309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

RP XXII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 134.763.

Il est à noter qu'Hermann-Günter Schommarz, gérant de catégorie A de la Société se prénommera Herman Schommarz avec effet immédiat.

Munsbach, le 25/11/2013.

*Pour la Société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013164450/13.

(130200288) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

RP XV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 128.223.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164448/10.

(130201300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Swiss Re Funds (Lux) I, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6C, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 134.254.

Extrait des décisions prises lors de la réunion du conseil d'administration du 27 septembre 2013

Par résolution prise en date du 27 septembre 2013, le conseil d'administration de la Société a pris acte de la co-optation de Monsieur Rejean Besner, résidant professionnellement à 2A, Rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 27 septembre 2013 en remplacement de Monsieur Markus Schafroth, administrateur démissionnaire prenant effet en date du 27 septembre 2013, et prend acte que la co-optation de Monsieur Rejean Besner sera ratifiée par la prochaine assemblée générale.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 novembre 2013.

Pour Swiss Re Funds (Lux) I

Au nom et pour le compte de J.P. Morgan Bank Luxembourg S.A.

Agent domiciliataire

Référence de publication: 2013164478/18.

(130200582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Sedianad S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 106.575.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164487/9.

(130200335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Sheik Coast S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1114 Luxembourg, 10, rue Nicolas Adames.
R.C.S. Luxembourg B 41.313.

Le bilan et annexes au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164498/9.

(130201202) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Segemil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 38.320.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164488/10.

(130200593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

School 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 1.796.888,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 129.563.

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 15 novembre 2013 que:

- Madame Julia Klingen démissionne de son poste de gérant de classe A de la société avec effet au 15 novembre 2013;
- Geoffrey LIMPACH, né le 11 avril 1983 à Arlon (Belgique) et ayant son adresse professionnelle au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, est nommée en tant que gérant de classe A avec effet au 15 novembre 2013 et ce pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 25 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164456/15.

(130200681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

SciPharm S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 150.938.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 21 novembre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013164457/11.

(130200723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Farmachen S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.779.600,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 98.163.

Afin de bénéficier de l'exemption de l'obligation d'établir des comptes consolidés et un rapport consolidé de gestion, prévue par l'article 314 de la loi sur les sociétés commerciales, les comptes consolidés au 31 décembre 2010 de sa société mère, KEVILMARE ESPAÑA, S.L.U. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 novembre 2013.

Référence de publication: 2013164114/12.

(130200405) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

International Trade Real Estate Développement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 98.888.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement le 7 octobre 2013

1- Les mandats d'administrateurs ont été reconduits et viendront à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2016.

2- La société à responsabilité limitée CG COM S.à.r.l. établie et ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 12, rue de Bitbourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 170.203, est nommée commissaire aux comptes en remplacement de la société anonyme FISCALITE IMMOBILIERE S.A., démissionnaire.

Son mandat viendra à échéance lors de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 9 octobre 2013.

*Pour la Société**Signature**Un mandataire*

Référence de publication: 2013164199/19.

(130200957) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

L'Oenophile Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8378 Kleinbettingen, 4, rue de Kahler.

R.C.S. Luxembourg B 128.049.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013164233/10.

(130200836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

L'Européenne des Métaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 48.404.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013164232/13.

(130200674) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

La Main Tendue A.s.b.l. Angela, Association sans but lucratif.

Siège social: L-4732 Pétange, 8, rue de l'Eglise.

R.C.S. Luxembourg F 1.255.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le 16 octobre 2013 que: à l'unanimité des membres présents, l'assemblée décide de modifier l'article 1^{er} des statuts de l'association comme suit: «L'association prend la dénomination La Main Tendue A.s.b.l. Angela. Son siège social est à Pétange, 8, rue de l'Eglise. Il peut être transféré dans n'importe quelle autre localité du Grand-Duché par décision du Conseil d'Administration. La durée de l'association est illimitée.».

Pour extrait conforme

La Main tendue A.s.b.l. Angela

Référence de publication: 2013164234/15.

(130200953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Larry II Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 162.682.

—
Les Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164236/10.

(130200618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

Larry Midco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 159.254.

—
Les Comptes annuels consolidés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013164237/10.

(130200617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2013.

European Corporate Research Agency (ECRA) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.

R.C.S. Luxembourg B 93.617.

—
Extrait des résolutions adoptées en date du 6 novembre 2013, lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société

- Les mandats des administrateurs:

* M. Christian BÜHLMANN,

* M. Alexandre TASKIRAN,

* M. Nicolas MILLE,

ont été renouvelés jusqu'au 6 novembre 2019.

- Le mandat de Trustconsult Luxembourg S.A. en tant que Commissaire aux Comptes de la société a été renouvelé jusqu'au 6 novembre 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EUROPEAN CORPORATE RESEARCH AGENCY (E.C.R.A.) S.A.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013164810/19.

(130201808) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2013.

Myanmar Business Chamber of Luxembourg A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 24, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg F 9.741.

STATUTES

In the year two thousand thirteen, on November fourth.

Between the undersigned, acting as founder-members:

Mr. Antonello SENES, attorney-at-law; Mr. Luca GALLINELLI, employé privé; Mr. Lorenzo RAFFAGHELLO, employé privé; Mr. Arnaud RANZENBERGER, attorney-at-law; Ms. Visaka KIMARI, indépendante; Mr. Jean-Claude VESQUE, Head of International Trade International Department de la Chambre de Commerce du Grand - Duché de Luxembourg; Mr. Frank ROLLINGER, attorney-at-law; Mr. Rodolfo DEBIKE, indépendant; Mr. Andrea PINNA, employé privé; Mr. Lars GOSLINGS, attorney-at-law; Mr. Efisio MURA, indépendant; Mr. Pierre CARRAS, indépendant; Mr. Giuseppe RICCIARDI, attorney; Mr. Sudhir Kumar KOHLI, President of Indian Business Chamber of Luxembourg; Ms. Florence GRANGERAT, attorney; Ms. Marie Pierre HOMMEZ, employée privée; Ms. Maria Luisa GUERRIERI GONZAGA, indépendante; Ms. Ileana CIRSTEA, employée privée

all, for the purpose of the incorporation, residing at L-2132 Luxembourg, 24, Avenue Marie Thérèse and all those who will join them subsequently, is formed a non-profit organization in conformity with the law of April 21th, 1928 on non-profit associations and foundations, as amended, and the articles of association ("Articles of Association") set out below.

Chapter I - Denomination, Object, Duration, Registered office and Resources

Art. 1. The association is denominated MYANMAR BUSINESS CHAMBER of LUXEMBOURG A.s.b.l. ("Association").
^^^

Art. 2. The objective of the association is to promote the development of bilateral trade, economic, financial, tax, legal, scientific and cultural relations between the Republic of the Union of Myanmar ("Myanmar") and the Grand Duchy of Luxembourg ("Luxembourg").

Thus its principal objectives, among others, consist of:

- a) To promote and strengthen the trade between Myanmar and Luxembourg.
- b) To represent the commercial interests of its members to the Luxembourg and to the Myanmar authorities with an aim of facilitating and encouraging the mutual commercial interest with Luxembourg and Myanmar.
- c) To assist its members in the promotion of their products and/or services in the two countries, as well as potential investors seeking commercial relationships between the two countries.
- d) To encourage and organize economic and cultural programs and events in Luxembourg and in Myanmar.
- e) To provide assistance in the building of bilateral relations in the sector of research, higher education and development in general.

The association will also be able to take part in initiatives of any nature that contribute towards the achievement of its and other similar objectives, including the organization of charity activities. The association will observe absolute neutrality in political, religious, and philosophical matters.

Art. 3. The association is constituted for an indefinite duration. The financial year is the same as the calendar year.

The registered office of the Association is established at L-2132 Luxembourg, 24, Avenue Marie Thérèse, and could be transferred to any other locality in the Grand Duchy of Luxembourg on a resolution of the Board of Directors.

Art. 4. The Association can constitute committees of different nature and, within itself, different divisions to carry out various types of activities, as stated in article 2.

Art. 5. The association can hold the ownership of movable and immovable property required to pursue its objective.

The resources of the association include:

- a) membership dues of members;
- b) grants and subsidies;
- c) income from publications or other activities;
- d) interests and incomes of invested funds;
- e) subsidies, donations and gifts received;
- f) proceeds from events and publications by the Association.

The annual membership fees dues from associate members must not exceed EUR 1.000 for each member.

The Board of Directors will fix the annual contribution amounts for each category of members.

Chapter II - Members

Art. 6. The association consists of associate members and honorary members.

The number of associate members is unlimited, but cannot be less than three. An associate member can be any physical person or legal entity subscribing to the goals of the Association, who has the qualifications necessary to be a member and is proposed by the Board of Directors.

The Board of Directors decides on the appointment of honorary members under the same conditions and procedure as for the associate members.

Art. 7. The membership is deemed to terminate:

- a) in case of death of the member
- b) by a written resignation, addressed to the Board of Directors
- c) by exclusion for serious reasons voted by two thirds of the associate members, in accordance with article 12 of the law of 1928
- d) for non-payment of annual membership dues

Art. 8. New members are admitted by unanimous vote of existing members, upon written request addressed to the Board of directors. However the Board of Directors has the final say on the admission of new associate members.

Art. 9. The submission of a request for admission to the Association implies an acceptance of the terms of these Articles of Association.

Art. 10. Any member is free to resign from the Association by addressing his written resignation to the Board of directors, for the attention of the President or the Treasurer. A resignation does not free a member from any obligations undertaken by him in virtue of his membership of the Association until such obligations have been fulfilled.

Art. 11. Notwithstanding provisions of article 7 c), a member may be excluded from membership for a breach of the Articles of Association or for conduct prejudicial to the interests, objectives or reputation of the Association or its members. Exclusion of a member may only be decided through a general meeting, by a two thirds majority of the votes of the members present or represented. Exclusion will be notified to the concerned member by registered letter.

Art. 12. A member who has resigned or been excluded has no right to any of the Associations assets and may not claim reimbursement of membership fees paid by him.

Chapter III - Board of directors

Art. 13. The association is managed by the Board of Directors of at least three and a maximum of seven members who are nominated by the general assembly. The term of office of the administrator is three years, the outgoing members being re-eligible. The President is elected by the general assembly of associate members by a simple majority. Remaining tasks are attributed within the Board of Directors as follows.

The Board of Directors appoints among its members a President, two Vice-Presidents, a Treasurer, an Economic Advisor and a Secretary General.

Other tasks may be attributed by the President, including the creation of special committees with specific mandates.

The Board of Directors has the right to choose a provisional replacement for an outgoing member or to appoint a new director as the case may be, up to a maximum of seven directors, the final decision being taken at the next general meeting.

Art. 14. The Board of Directors, which has the most widespread powers as allowed by the law, meets on convocation by the President, otherwise at the request of two members, as often as the interests of association require it. The Board of Directors can deliberate validly only in the presence of at least half of its elected members. The resolutions passed are by a simple majority voting. The joint signature of the President and another Director is required for any commitment taken by the Association. Its competence extends to all that is not reserved to the general meeting by the law. The Board of Directors calls for the general meeting and establishes the agenda.

Chapter IV - General meeting

Art. 15. The ordinary general meeting represents the entity of all the associate members, excluding the honorary members. The general meeting meets annually during the first four months of the year.

The appearing parties can refer to articles 4, 5, 6, 7, 8 of the law of April 21, 1928 regarding the powers and responsibilities of the general meeting as well as the deliberations.

Chapter V - Modification of the articles of association

Art. 16. The present Articles of Association can be amended only by an extraordinary general meeting and according to the modalities foreseen in articles 8 and 20 of the law of April 21, 1928.

Chapter VI - Dissolution and Liquidation

Art. 17. The Association may be dissolved at any time by a decision of the General Meeting of members held in accordance with the quorum and majority requirements prescribed by the law.

Art. 18. The General Meeting called to determine the Association's liquidation nominates one or two liquidators, specifies their powers, and decides on the appropriation of the net assets of the Association in favor of another Luxembourg non-profit association or a public institution having identical or similar objects to that of the dissolved Association, or in the absence of such association or institution, one or more Luxembourg charitable organizations.

Art. 19. All that is not expressly reserved for the general meeting by the law of these articles of association comes within the powers of the Board of Directors.

Chapter VII - General provisions

Art. 20. For any issues not covered by these Articles, the parties hereto make reference to the provisions of the law of April 21st, 1928 on non-profit associations and foundations, as amended.

Art. 21. All minutes, decisions and records of the Association shall be in the English language. A translation thereof into the French language shall be made where required by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quatre novembre.

Entre les soussignés, agissant comme membres fondateurs, à savoir:

M. Antonello SENES, avocat; M. Luca GALLINELLI, employé privé; M. Lorenzo RAFFAGHELLO, employé privé; M. Arnaud RANZENBERGER, avocat à la cour; Msme. Visaka KIMARI, indépendante; M. Jean-Claude VESQUE, Head of International Trade International Department de la Chambre de Commerce du Grand - Duché de Luxembourg; M. Frank ROLLINGER, avocat à la cour; M. Rodolfo DEBIKE, indépendant; M. Andrea PINNA, employé privé; M. Lars GOSLINGS, avocat à la cour; M. Efio MURA, indépendant; M. Pierre CARRAS, indépendant; M. Giuseppe RICCIARDI, avocat; M. Sudhir Kumar KOHLI, President of Indian Business Chamber of Luxembourg; Mme. Florence GRANGERAT, avocat; Mme. Marie Pierre HOMMEZ, employée privée; Mme. Maria Luisa GUERRIERI GONZAGA, indépendante; Mme. Ileana CIRSTEIA, employée privée

qui, tous, pour la constitution de l'association sont résidents à L -2132 Luxembourg, 24 Avenue Marie Thérèse et tous ceux qui s'y joindront par la suite, est constituée une association sans but lucratif, conformément à la loi du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée, et par les présents statuts («Statuts»).

Titre I^{er} . - Dénomination, Objet, Durée, Siège et Ressources

Art. 1^{er}. L'association est dénommée MYANMAR BUSINESS CHAMBER of LUXEMBOURG A.s.b.l. («Association»).

Art. 2. L'association a pour objet toute activité de nature à favoriser le développement des relations commerciales, économiques, financières, fiscales, juridiques, scientifiques et culturelles entre la République de l'Union du Myanmar («Myanmar») et le Grand-Duché de Luxembourg ("Luxembourg").

Ainsi ses objectifs principaux, entre autres, consistent à:

- Promouvoir et renforcer les relations commerciales bilatérales entre Myanmar et le Luxembourg.
- Représenter les intérêts commerciaux de ses membres vis-à-vis des autorités du Luxembourg et du Myanmar dans le but de faciliter et d'encourager les intérêts réciproques commerciaux entre Luxembourg et Myanmar.
- D'assister ses membres dans la promotion de leurs produits et/ou services dans les deux pays susvisés, ainsi que des investisseurs potentiels à la recherche de liens commerciaux entre les deux pays
- Encourager et organiser des programmes et événements économiques et culturels au Luxembourg et en Myanmar.
- De fournir son assistance dans l'établissement de liens bilatéraux dans le domaine de la recherche, de l'éducation supérieure et du développement en général.

L'Association pourra également participer à des initiatives de quelque nature que ce soit qui poursuivraient ses buts ainsi que des autres buts similaires, y inclue l'organisation d'activités de bénévolat

L'Association observera une neutralité absolue en matière politique, religieuse, et philosophique.

Art. 3. L'association est constituée pour une durée illimitée. L'année sociale est l'année du calendrier.

Le siège de l'association est établi à L-2132 Luxembourg, 24, Avenue Marie Thérèse.

Il pourra être transféré dans toute autre localité au Grand-Duché de Luxembourg sur décision du conseil d'administration.

Art. 4. L'association pourra constituer des comités de différente nature et, en son sein, des sections pour développer les différents types d'activité, telles que énoncées à l'article 2.

Art. 5. L'association peut posséder soit en jouissance, soit en propriété, tout meuble et immeuble nécessaire ou utile à la réalisation de son objet.

Les ressources financières de l'association comprennent:

- cotisation des membres;
- les subventions et subsides;

- c) le produit de publications ou d'autres activités;
- d) les intérêts et produits des fonds placés;
- e) les subsides, libéralités entre vifs ou testamentaires;
- f) les revenus des manifestations et publications de l'Association.

Les cotisations annuelles pour chaque catégorie des membres associés ne peuvent pas dépasser mille Euro (EUR 1.000,) pour chaque membre.

Le conseil d'administration fixera les montants annuels pour différentes autres catégories de membres.

Titre II. - Membres

Art. 6. L'Association se compose de membres associés et de membres honoraires.

Le nombre des membres associés est illimité, mais ne peut être inférieur à trois. Peut adhérer comme membre associé toute personne physique ou morale en accord avec les buts de l'association, présentant les qualifications nécessaires et parrainées par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration décide de la nomination de membres honoraires dans les mêmes conditions de procédure que pour les membres associés.

Art. 7. La qualité de membre se perd:

- a) par le décès;
- b) par la démission écrite, adressée au conseil d'administration;
- c) par une exclusion pour motif grave prononcée par les deux tiers des membres associés, conformément à l'article 12 de la loi de 1928;
- d) pour non-paiement de la cotisation annuelle.

Art. 8. L'admission d'un nouveau membre se fera par vote unanime des membres existants, sur demande écrite adressée au Conseil d'administration. En tout cas le conseil d'administration se prononce souverainement sur l'admission de nouveaux membres associés.

Art. 9. Toute présentation d'une demande d'admission à l'Association implique l'acceptation des stipulations des présents Statuts.

Art. 10. Tout membre pourra démissionner de l'Association par lettre adressée au Conseil d'administration, aux mains du Président ou du Secrétaire-Trésorier. Une telle démission ne pourra en aucun cas libérer un membre de quelconques engagements contractés par lui en vertu de son adhésion à l'Association, et ce jusqu'à l'entière exécution desdits engagements.

Art. 11. Nonobstant les provisions à l'article 7 c), tout membre peut être exclu de l'Association pour cause de manquement aux Statuts de l'Association ou pour raison de conduite préjudiciable aux intérêts, aux objectifs ou à la réputation de l'Association ou de ses membres.

L'exclusion ne pourra être prononcée que par l'assemblée Générale, à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés. Toute exclusion devra être notifiée au membre concerné par lettre recommandée.

Art. 12. Un membre démissionnaire ou exclu ne possédera aucun droit sur les actifs de l'Association quels qu'ils soient et il ne pourra exiger un quelconque remboursement des cotisations qu'il a payées.

Titre III. - Conseil d'administration

Art. 13. L'association est gérée par un conseil d'administration d'au moins trois et à maximum sept membres qui sont désignés par l'assemblée générale. La durée du mandat d'administrateur est de trois ans, les membres sortants étant rééligibles. Le président est élu par l'assemblée générale des associés à la majorité simple des votants. Les autres charges sont réparties au sein du conseil d'administration comme de suite.

Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président, deux vice-présidents, un trésorier, un conseiller économique, et un secrétaire générale.

Des autres tâches peuvent être attribuées par le Président, y inclue la création des comités spéciaux avec des mandats spécifiques.

Le conseil d'administration a le droit de prévoir au remplacement provisoire d'un membre sortant, ainsi que selon les circonstances pour la nomination d'un neuf administrateur, la décision définitive appartenant à la prochaine assemblée générale.

Art. 14. Le conseil d'administration, qui a les pouvoirs les plus étendus que permette la loi, se réunit sur convocation du président, sinon à la requête de deux membres, aussi souvent que les intérêts de l'association l'exigent. Il ne peut délibérer valablement qu'en présence de la moitié des membres élus. Ses décisions sont prises à la majorité simple des voix. L'Association est engagé par la signature conjointe du président et d'un autre administrateur de son conseil d'administration. Sa compétence s'étend à tout ce qui n'est pas réservé par la loi aux assemblées générales. Il convoque celles-ci et en établit l'ordre du jour.

Titre IV. - Assemblée générale

Art. 15. L'assemblée générale ordinaire représente l'ensemble des membres associés à l'exclusion des membres honoraires. Elle se réunit annuellement au cours des quatre premiers mois de l'année.

Les comparants se réfèrent aux articles 4, 5, 6, 7, 8 de la loi du 21 avril 1928 en ce qui concerne le pouvoir et les attributions de l'assemblée générale ainsi que les délibérations.

Titre V. - Modification des statuts

Art. 16. Les présents statuts ne peuvent être modifiés que par une assemblée générale extraordinaire et d'après les modalités prévues aux articles 8 et 20 de la loi du 21 avril 1928.

Titre VI. - Dissolution et Liquidation

Art. 17. L'Association peut être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des membres réunis et votant conformément aux exigences de quorum et de majorité prévus par la loi.

Art. 18. L'Assemblée Générale convoquée aux fins de décider de la liquidation de l'Association nomme un ou deux liquidateurs, fixe leurs pouvoirs et décide l'attribution des actifs nets de l'Association à une autre association luxembourgeoise sans but lucratif ou à une institution publique dont les objets sont identiques ou semblables à ceux de l'Association dissoute ou, au cas où il n'en existerait aucune, à une ou plusieurs oeuvres caritatives luxembourgeoises.

Art. 19. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à la compétence de l'assemblée générale par la loi ou par les présents statuts est du domaine du conseil d'administration.

Titre VII. - Dispositions générales

Art. 20. Pour toutes les matières non régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent expressément aux dispositions de la loi du 21 avril 1928 sur les associations et sur les fondations sans but lucratif, telle qu'elle a été modifiée.

Art. 21. Tous les procès-verbaux, délibérations et actes de l'Association seront rédigés en langue anglaise. Une traduction en langue française des mêmes sera effectuée lorsque les lois du Grand-Duché de Luxembourg l'exigeront.

Référence de publication: 2013155514/237.

(130190040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 novembre 2013.

Ceratizit S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8232 Mamer, 101, route de Holzem.

R.C.S. Luxembourg B 4.610.

Im Jahre zwei tausend dreizehn, am neunten Oktober,
vor dem unterzeichneten Notar Camille MINES, mit Amtswohnsitz in Capellen,
erschieden:

1) Die Aktiengesellschaft "Plansee Holding AG", Metallwerk Plansee Strasse 71, 6600 Reutte, eingetragen im Firmenregister des Landesgerichtes Innsbruck, Tirol, Österreich unter der Referenz FN 42472 i,

hier vertreten durch Herrn John O'Hara, Angestellter, beruflich wohnhaft in Mamer, aufgrund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift vom 4. September 2013.

2) Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Ceralan S. à r.l.", mit Gesellschaftssitz in L-1453 Luxembourg, 123, route d'Echternach, eingetragen im Handelsregister von und zu Luxembourg unter Nummer B 88.959

hier vertreten durch Herrn Dr. Gerhard Kerckhoff, wohnhaft in D-Schweich, aufgrund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift vom 2. Oktober 2013.

3) Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung "Cerapart S. à r.l.", mit Gesellschaftssitz in L-1142 Luxembourg, 6, rue Pierre d'Aspelt, eingetragen im Handelsregister von und zu Luxemburg unter Nummer B 89.605,

hier vertreten durch Herrn Dr. Gerhard Kerckhoff, wohnhaft in D-Schweich, aufgrund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift vom 2. Oktober 2013.

Die Erschienenen erklärten, dass die "Plansee Holding AG", die "Ceralan s. à r.l." sowie die "Cerapart s. à r.l." die alleinigen Aktionäre der "CERATIZIT S.A." sind.

Die Erschienenen erklärten, eine ausserordentliche Gesellschafterversammlung der "CERATIZIT SA" mit Sitz in L-8232 Mamer, 101, route de Holzem, abzuhalten und ersuchten den amtierenden Notar um deren Beurkundung.

Dieselbe ist eingeschrieben im Handelsregister von und zu Luxemburg unter der Nummer B 4610, und wurde gegründet unter der Bezeichnung "CERAMETAL S.A." gemäss Privatschrift veröffentlicht im Memorial C Nummer 18 vom 18. März 1949, und ist in der jetzigen Form und Firmierung gegründet gemäss einer Urkunde des damals zu Luxemburg amtierenden Notars Paul FRIEDERS vom 29. November 2002, veröffentlicht im Memorial C, Nummer 51 vom 17. Januar 2003,

Die Satzung wurde letztmalig geändert durch eine Gesellschafterversammlung, beurkundet durch vorgenannten Notar Paul FRIEDERS am 28. August 2002, veröffentlicht im Memorial C Nummer 1026 am 03. Oktober 2002.

Die Gesellschafterversammlung wird unter der Präsidentschaft des Herrn John O'Hara, Angestellter, beruflich wohnhaft in Mamer, eröffnet.

Der Präsident wählt als Schriftführer Herrn Jean-Marie STEFFEN, Angestellter, wohnhaft in Kehlen.

Die Gesellschafterversammlung bestimmt zum Stimmzähler Herrn Dr. Gerhard Kerckhoff, wohnhaft in D-Schweich.

Nachdem das Büro nun damit vollständig ist, werden die Aktionäre und deren eventuelle Vertreter sowie deren jeweils gehaltenen Aktien in eine Liste eingetragen, welche, nachdem sie „ne varietur“ unterzeichnet worden ist, gegenwärtiger Urkunde beigegeben wird.

Der Präsident stellt unter Zustimmung der Gesellschafterversammlung fest, dass alle Aktien der Gesellschaft ordnungsgemäss vertreten sind, wie sich dies aus der oben genannten Liste ergibt, und dass alle Aktionäre auf eine weitere Einberufung, vielmehr bestätigen, dass ihnen der Gegenstand der Tagesordnung der Gesellschafter-Versammlung im vorrhinein bekannt gemacht worden ist.

Die Tagesordnung besteht im einzigen Tagesordnungspunkt, der Änderung des Gesellschaftszweckes.

Nachdem dies geschehen ist, stellt der Präsident die folgenden Beschlüsse zur Abstimmung, die jeweils einstimmig angenommen werden:

Erster Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschliesst, den Gegenstand der Gesellschaft zu ändern und ihn unter dem neuen Artikel 2 zu fassen, dergestalt, dass nun der neue Artikel 2 der Satzung der Gesellschaft folgenden Wortlaut hat:

"Gegenstand der Gesellschaft ist die Herstellung und Weiterverarbeitung von Metallen, hauptsächlich gesinterten Hartmetallen, und der Betrieb der damit zusammenhängenden Einrichtungen, der Vertrieb dieser und verwandter Erzeugnisse, die Nutzung von Hartstoffen zur Fertigung von Werkzeugen und anderen Teilen, sowie alle kommerziellen und finanziellen Handlungen, die in einem direkten oder indirekten Zusammenhang mit dem Gesellschaftsgegenstand stehen, sowie die Führung eines kaufmännischen, technischen und organisatorischen Servicebetriebes sowie die Erbringung von damit zusammenhängenden Dienstleistungen gegenüber anderen Konzerngesellschaften.

Der Geschäftsgegenstand kann auch mittelbar betrieben werden, indem sich die Gesellschaft direkt oder indirekt an Gesellschaften mit solchen oder ähnlichem Geschäftsgegenstand beteiligt. Die Gesellschaft kann immaterielle Werte wie Patente, Lizenzen und dergleichen erwerben oder besitzen und sich an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften beteiligen, diese Beteiligungen verwalten und verwerten, sowie die Geschäftsführung bei oder für andere luxemburgische oder ausländische Gesellschaften ausüben, an denen die Hauptaktionäre im wesentlich gleichen Verhältnis beteiligt sind wie an der Gesellschaft selbst."

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafterversammlung beschliesst, eine Neufassung der Satzung der Gesellschaft wie folgt zu verfassen:

Art. 1. Firma und Sitz. Der Name der in der Form einer luxemburgischen Aktiengesellschaft bestehenden Gesellschaft ist "CERATIZIT S.A."

Der Sitz der Gesellschaft ist in Mamer. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats können der Sitz der Gesellschaft in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden und sowohl in Luxemburg als auch im Ausland Niederlassungen und/oder Zweigstellen errichtet werden.

Sollte die normale Geschäftstätigkeit am Gesellschaftssitz oder der reibungslose Verkehr mit dem Sitz oder auch dieses Sitzes mit dem Ausland durch außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art beeinträchtigt oder durch das Bestehen solcher Ereignisse gefährdet werden, so kann der Gesellschaftssitz provisorisch und bis zur Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden.

Die Nationalität der Gesellschaft soll in diesem Fall unbeeinflusst durch eine derartige provisorische Sitzverlegung, luxemburgisch bleiben.

Die Gesellschaft besteht auf unbestimmte Dauer.

Art. 2. Gegenstand des Unternehmens. Gegenstand der Gesellschaft ist die Herstellung und Weiterverarbeitung von Metallen, hauptsächlich gesinterten Hartmetallen, und der Betrieb der damit zusammenhängenden Einrichtungen, der Vertrieb dieser und verwandter Erzeugnisse, die Nutzung von Hartstoffen zur Fertigung von Werkzeugen und anderen Teilen, sowie alle kommerziellen und finanziellen Handlungen, die in einem direkten oder indirekten Zusammenhang mit dem Gesellschaftsgegenstand stehen, sowie die Führung eines kaufmännischen, technischen und organisatorischen Servicebetriebes sowie die Erbringung von damit zusammenhängenden Dienstleistungen gegenüber anderen Konzerngesellschaften.

Der Geschäftsgegenstand kann auch mittelbar betrieben werden, indem sich die Gesellschaft direkt oder indirekt an Gesellschaften mit solchen oder ähnlichem Geschäftsgegenstand beteiligt. Die Gesellschaft kann immaterielle Werte wie Patente, Lizenzen und dergleichen erwerben oder besitzen und sich an luxemburgischen und ausländischen Gesellschaften beteiligen, diese Beteiligungen verwalten und verwerten, sowie die Geschäftsführung bei oder für andere luxemburgische

oder ausländische Gesellschaften ausüben, an denen die Hauptaktionäre im wesentlich gleichen Verhältnis beteiligt sind wie an der Gesellschaft selbst.

Art. 3. Grundkapital und Aktien. Das Gesellschaftskapital beträgt siebzehn Millionen sieben hundert tausend (17.700.000) Euro und ist eingeteilt in fünf tausend neun hundert (5.900) Aktien ohne Nennwert, davon zwei tausend neun hundert fünfzig (2.950) Aktien der Kategorie A und zwei tausend neun hundert fünfzig (2.950) Aktien der Kategorie B.

Die Aktien sind Namensaktien.

Die Aktien der Kategorien A und B gewähren nach Maßgabe dieser Satzung besondere Befugnisse hinsichtlich des Vorkaufsrechts an Aktien und des Vorschlagsrechts an die Generalversammlung für Wahlen in den Verwaltungsrat und für die Benennung von Verwaltungsratsmitglieder, denen die tägliche Geschäftsführung übertragen wird.

Im übrigen gewähren die Aktien der Kategorien A und B gleiche Rechte. Bei Erhöhung des Grundkapitals ist jeder Aktionär berechtigt, einen seinem bisherigen Aktienbesitz entsprechenden Teil der neuen Aktien zu beanspruchen, soweit nicht der Beschluss über die Erhöhung des Grundkapitals etwas anderes bestimmt.

Art. 4. Rückkauf eigener Aktien. Die Gesellschaft ist berechtigt unter Beachtung der gesellschaftsrechtlichen Bedingungen ihre eigenen Aktien zurückzukaufen, wobei die gleichwertige Behandlung der Aktionäre zu beachten ist, insoweit mehrere von ihnen zeitkongruent um den Rückkauf ihrer Anteile ersuchen und dadurch das Verhältnis der beiden Aktienkategorien nicht verändert wird.

Art. 5. Übertragung von Aktien. Die Aktien der Kategorien A und B sind zwischen den Inhabern dieser Aktien untereinander jederzeit übertragbar oder veräußerlich, ohne dass es der vorherigen oder nachträglichen Zustimmung der Aktionäre der anderen Kategorie bedarf.

Unter Ausnahme der im vorgehenden Absatz 1 und im letzten Absatz des nachfolgenden Absatzes (2) erwähnten Übertragungen oder Veräußerungen, räumen sich die Gesellschafter einander wechselseitig ein Vorkaufs- und Aufgriffsrecht (dieses gemeinsam im folgenden kurz "Vorkaufsrecht") an den Aktien nach Maßgabe folgender Bestimmungen ein:

(1) Jede Übertragung der Aktien und Eintragung eines Gesellschafterwechsel im Aktienregister, aus welchem Rechtsgrund auch immer, bedarf zu ihrer Wirksamkeit der vorherigen Zustimmung des Verwaltungsrates; sind die nachfolgenden Bestimmungen über das Vorkaufsrecht eingehalten worden und liegt die Erklärung nach Abs. (6) vor, hat der Verwaltungsrat die Zustimmung zur vom vorkaufsverpflichteten Gesellschafter nach Abs. (3) offengelegten Übertragung zu erteilen und die Umschreibung im Aktienregister vorzunehmen.

(2) Ein Vorkaufsfall liegt vor, wenn

a) ein Gesellschafter seine Aktien ganz oder teilweise an andere Personen zu veräußern oder sonst entgeltlich oder unentgeltlich zu übertragen beabsichtigt, einschließlich bei einem Tausch, (reinen oder gemischten) Schenkungen, Einbringungen, usw., einschließlich eines Übergangs der Anteile von Todes wegen.

b) ein Konkurrent der Gesellschaft sich bei einem der Gesellschafter beteiligt oder ein Mehrheitswechsel bei einem der Gesellschafter stattfindet; als Mehrheitswechsel gilt jede Maßnahme, durch die eine oder mehrere Personen, die nicht schon bislang unmittelbar oder mittelbar über die Mehrheit der Kapitalanteile und/oder der Stimmrechte bei dem Gesellschafter verfügte(n), mittelbar oder unmittelbar die Mehrheit der Kapitalanteile und/oder die Mehrheit der Stimmrechte an dem betreffenden Gesellschafter erwirbt (erwerben); bei Stiftungen besteht dieselbe Regelung, insoweit eine solche Veränderung im Kreis deren Begünstigten erfolgt.

c) ein Gesellschafter mit einer anderen Gesellschaft verschmolzen wird, sofern aufgrund der Verschmelzung ein Mehrheitswechsel bei den Kapitalanteilen und/oder den Stimmrechten (im Vergleich zu den bisherigen Beteiligungsverhältnissen bei den betreffenden Gesellschaften) stattfindet, oder

d) bei einer Spaltung einzelne oder alle Anteile auf eine andere Gesellschaft übertragen werden und wenn bei dieser Gesellschaft andere Gesellschafter beteiligt sind, als bei der übertragenden Gesellschaft.

Ausgenommen von den vorerwähnten Vorkaufsfällen sind:

Mittelbarer oder unmittelbarer Übergang von Anteilen ausschließlich an Mitgesellschafter, deren derzeitige Gesellschafter (bei Privatstiftungen deren derzeitige Begünstigte) sowie jeweils deren gesetzliche Erben oder an natürliche Personen, die zum Zeitpunkt des Eintritts des Vorkaufsfalles gesetzliche Erben der derzeitigen Gesellschafter der Mitgesellschafter (Begünstigten) wären (diese alle werden gemeinsam „begünstigter Personenkreis“ genannt).

Zulässig sind daher etwa Verschmelzungen, Spaltungen oder Anteilsübertragungen an Gesellschaften, an denen mittelbar oder unmittelbar ausschließlich Personen aus dem begünstigten Personenkreis beteiligt sind.

(3)

a) Tritt ein Vorkaufsfall ein oder beabsichtigt ein Gesellschafter einen Vorkaufsfall, so hat der vorkaufsverpflichtete Gesellschafter (das ist bei Übergang von Todes wegen der Rechtsnachfolger bzw. die Verlassenschaft) zunächst die Inhaber der Aktien der selben Kategorie, wenn diese das Vorkaufsrecht nach den nachfolgenden Bestimmungen nicht ausüben, die Inhaber der Aktien der anderen Kategorie, sowie jeweils auch den Verwaltungsrat, zu verständigen. Der Verständigung ist bei einem Verkauf jeweils das redliche, bindende Erwerbsangebot des Dritten oder der unter der aufschiebenden Bedingung der Nichtausübung des Vorkaufsrechtes nach diesen Bestimmungen abgeschlossene Vertrag in Abschrift bei-

zulegen, in den anderen Fällen die Art des Vorkaufsfalles und die wesentlichen Punkte des Vorkaufsfalles (insbesondere involvierte Personen, wirtschaftliche Eckpunkte, usw.) offenzulegen.

b) Die jeweils Vorkaufsberechtigten Gesellschafter können ihr Vorkaufsrecht jeweils innerhalb einer Frist von sechzig (60) Tagen ab Erhalt dieser Verständigung ausüben. Aktionären innerhalb einer Kategorie steht das Vorkaufsrecht anteilmäßig zu; üben einzelne Aktionäre einer Kategorie das Vorkaufsrecht nicht fristgerecht aus, geht das Vorkaufsrecht zunächst auf die übrigen Aktionäre dieser Kategorie über, die das Vorkaufsrecht binnen weiterer sechzig (60) Tage nach Erhalt der Verständigung durch den vorkaufsverpflichteten Gesellschafter ausüben können. Üben die Aktionäre der Kategorie des vorkaufsverpflichteten Gesellschafters nicht oder nicht zur Gänze aus, so steht den Aktionären der anderen Kategorie binnen weiterer sechzig (60) Tage nach Erhalt der Verständigung durch den vorkaufsverpflichteten Gesellschafter das Vorkaufsrecht hinsichtlich der noch nicht aufgegriffenen Aktien zu. Insgesamt kann das Vorkaufsrecht jedoch nur wirksam ausgeübt werden, wenn alle vom jeweiligen Vorkaufsfall umfassten Aktien übernommen werden. Die jeweils Vorkaufsberechtigten Gesellschafter können an ihrer Stelle eine unmittelbare oder mittelbare Tochtergesellschaft, deren Kapitalanteile und Stimmrechte mittelbar oder unmittelbar ausschließlich von Personen aus dem begünstigten Personenkreis gehalten werden, namhaft machen; diese kann anstelle des Vorkaufsberechtigten Gesellschafters das Vorkaufsrecht nach Maßgabe dieser Bestimmungen ausüben, wenn sie (und deren Gesellschafter) sich den vorliegenden Veräußerungsbeschränkungen unterwirft.

c) Das von den Vorkaufsberechtigten Gesellschaftern bei Ausübung des Vorkaufsrechts zu bezahlende Entgelt entspricht bei einem Vorkaufsfall nach Abs. (2) lit. a), wenn die Gegenleistung ausschließlich in Geld besteht, dem vom Dritten für die Übertragung der Aktien gebotenen Kaufpreis. Besteht die Gegenleistung nicht ausschließlich in Geld oder kann sie ausschließlich vom Dritten erbracht werden, so entspricht das von den Vorkaufsberechtigten Gesellschaftern zu bezahlende Entgelt dem anteiligen Unternehmenswert. Der Unternehmenswert ist nach dem jeweils aktuellen Fachgutachten der Kammer der Wirtschaftstreuhänder in Österreich (derzeit Fachgutachten Nr. 74) zu bestimmen. Der Unternehmenswert ist nach objektiven Grundsätzen unter der Annahme der Unternehmensfortführung im Rahmen des vorhandenen Unternehmenskonzeptes, jedoch ohne Synergieeffekte, ohne Paket-Zu- oder Abschläge sowie ohne Berücksichtigung allfälliger subjektiver (persönlicher) Verhältnisse der Vorkaufsberechtigten oder der vorkaufsverpflichteten Gesellschafter oder allfälliger interessierter Dritter zu ermitteln.

Wenn sich vorkaufsverpflichtete und Vorkaufsberechtigte Gesellschafter nicht innerhalb von vier (4) Wochen nach Zustellung der letzten Erklärung der Ausübung des Vorkaufsrechtes an den vorkaufsverpflichteten Gesellschafter über das Entgelt einigen, ist der Unternehmenswert und das daraus abgeleitete Entgelt durch einen Schiedsgutachter zu bestimmen. Das Schiedsgutachten ist von einer luxemburgischen beeideten Steuerberatungs- und Wirtschaftsprüfungsgesellschaft zu erstatten. Einigen sich vorkaufsverpflichteter und Vorkaufsberechtigter Gesellschafter nicht binnen weiterer vierzehn (14) Tage auf die Person des Schiedsgutachters, ist dieser auf Antrag einer dieser Gesellschafter vom Präsidenten der Kammer der Wirtschaftstreuhänder in Luxemburg zu bestellen. Der Schiedsgutachter hat die Beteiligten vor Festsetzung des Entgelts zu hören. Das Schiedsgutachten ist tunlichst binnen sechzig (60) Tagen ab Bestellung auszufertigen; das Schiedsgutachten ist für alle Gesellschafter bindend.

d) Jeder Vorkaufsberechtigte Gesellschafter hat das Recht, binnen vierzehn (14) Tagen nach Erhalt des Schiedsgutachtens von der Ausübung des Vorkaufsrechtes durch an den vorkaufsverpflichteten und alle übrigen das Vorkaufsrecht ausübenden Gesellschafter gerichtetes Schreiben, den Rücktritt von der Ausübung des Vorkaufsrechtes zu erklären. In diesem Fall steht den übrigen Vorkaufsberechtigten Gesellschaftern - unter sinngemäßer Anwendung der vorstehenden Bestimmungen - das Recht zu, dessen Anteil selbst aufzugreifen.

e) Die Kosten des Schiedsgutachters tragen vorkaufsverpflichtete Gesellschafter einerseits und Vorkaufsberechtigte Gesellschafter andererseits je zur Hälfte, innerhalb einer Gruppe anteilmäßig. Macht der Vorkaufsberechtigte Gesellschafter von seinem Rücktrittsrecht nach lit. 3 d) Gebrauch, hat er die Kosten alleine zu tragen.

f) Das Entgelt ist sodann binnen drei Monaten nach dem Zeitpunkt, zu dem Vorkaufspreis und die Vorkaufsberechtigten Personen nach vorstehenden Bestimmungen endgültig feststehen Zug- um Zug gegen Unterfertigung des Kauf- und Abtretungsvertrages hinsichtlich der aufgrund des ausgeübten Vorkaufsrechtes zu übertragenden Aktien zu bezahlen. Der oder die Vorkaufsberechtigten Personen sind jedoch berechtigt, maximal für die Hälfte des Kaufpreises eine zinsfreie Stundung um weitere drei Monate zu verlangen; in diesem Fall können sie die Übergabe der Aktien vor Zahlung des Restkaufpreises nur verlangen, wenn sie eine auf erstes Anfordern, ohne Prüfung des Rechtsgrundes zahlbare, unwiderufliche Bankgarantie eines erstklassigen Bankinstitutes mit Sitz in einem EU-Mitgliedstaat stellen. Im Fall des Zahlungsverzuges ist die offene Kaufpreisschuld mit Verzugszinsen in Höhe von vier (4) Prozent über dem jeweiligen Basiszinssatz zu verzinsen.

(4) Wird das Vorkaufsrecht - sei es auch erst nach einem Rücktritt nach Abs. (3) lit d) und Nichtaufgriff der übrigen Vorkaufsberechtigten Gesellschafter - nicht bezüglich aller vom Vorkaufsfall erfassten Aktien ausgeübt, ist der vorkaufsverpflichtete Gesellschafter berechtigt, innerhalb von drei (3) Monaten nach Abschluss des Vorkaufsverfahrens den Vorkaufsfall auslösenden und den Vorkaufsberechtigten Gesellschaftern angezeigten Übertragungsvorgang (bei Veräußerung an einen Dritten, nur zu den offengelegten Konditionen) durchzuführen.

(5) Alle Erklärungen und Verständigungen nach dieser Bestimmung haben schriftlich ein-geschrieben oder mit Rück-schein oder durch persönliche Aushändigung zu erfolgen; die Fristen werden jeweils ab Zugang, bei Zugang an mehrere Personen, ab Zugang an die letzte zu verständigende Person, berechnet. Alle Fristen sind gewahrt, wenn die Erklärung

am letzten Tag der Frist zur Post aufgegeben oder einem Kurierdienst zur Beförderung übergeben wird; fällt der letzte Tag der Frist im Land des Absenders auf einen Sonn- oder Feiertag, endet die Frist am nächstfolgenden Werktag.

(6) Die Gesellschafter verpflichten sich, die Bestimmungen des Vorkaufsrechtes auf allfällige Gesamt- oder Einzelrechtsnachfolger zu überbinden und eine rechtsverbindliche schriftliche Erklärung des jeweiligen Rechtsnachfolgers (und deren Gesellschafter) dem Verwaltungsrat vorzulegen, nach welchem der jeweilige Rechtsnachfolger anerkennt, dass auch er den Bestimmungen dieser Satzung, einschließlich dieses Vorkaufsrechtes unterliegt.

Art. 6. Verwaltungsrat. Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem Verwaltungsrat bestehend aus einer geraden Zahl von wenigstens sechs (6) Mitgliedern oder maximal acht (8) Mitgliedern; falls eine juristische Person zum Mitglied des Verwaltungsrats bestellt wird, kann diese ihre Funktion durch maximal zwei dazu schriftlich als vertretungsberechtigt ernannten natürliche Personen ausüben.

Den Aktionären der Kategorie A einerseits und denen der Kategorie B andererseits steht jeweils das Recht zu, je drei oder je vier Mitglieder zu nominieren, darunter je zwei zu geschäftsführenden Verwaltungsratsmitgliedern. Unter den Aktionären der Kategorie A steht dem Gesellschafter Cerampart S.à r.l., sofern er zumindest zehn (10) Prozent der ausgegebenen Aktien hält, das Recht zu, eine Person als Verwaltungsratsmitglied, und zwar auch als geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied, zu nominieren. Die Bestellung und Abberufung der Verwaltungsratsmitglieder hat in der Generalversammlung zu erfolgen, wobei sich die Gesellschafter jeweils verpflichten, für die Bestellung der jeweils nominierten Verwaltungsratsmitglieder und über Verlangen des jeweils nominationsberechtigten Gesellschafters auch für die Abberufung des von jenem nominierten Verwaltungsratsmitgliedes zu stimmen. Ein Verwaltungsratsmitglied kann jederzeit durch Beschluss der Gesellschafterversammlung, abberufen werden.

Bei Ausscheiden eines Verwaltungsratsmitgliedes haben die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder das Recht, auf schriftlichen Vorschlag der Aktionärgruppe von welcher es in Vorschlag gebracht worden war, eine vorläufige Neubesezung vorzunehmen. Bis

zur Kooptation oder Neuwahl eines solchen Verwaltungsratsmitglieds kann der Verwaltungsrat für die gemäß Artikel 10 zustimmungspflichtigen Rechtsgeschäfte die erforderliche Genehmigung nicht erteilen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden auf eine Höchstdauer von sechs Jahren benannt.

Die Gesellschafterversammlung kann den Verwaltungsratsmitgliedern feste oder veränderliche jährliche Bezüge zu erkennen, welche als Aufwand zu verbuchen sind.

Art. 7. Vorsitzender des Verwaltungsrates, Vertretung eines verhinderten Verwaltungsratsmitglieds, Beschlüsse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat bestimmt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden. Der Vorsitz und der stellvertretende Vorsitz wechseln turnusmäßig alle drei Jahre zwischen Verwaltungsratsmitgliedern, die von der Kategorie A bzw. Kategorie B Aktionären vorgeschlagen wurden. Der Verwaltungsrat tritt so oft zusammen, wie es im Interesse der Gesellschaft liegt, und jedes Mal dann, wenn zwei Verwaltungsratsmitglieder dies verlangen, jedoch normalerweise quartalmässig. Die Zusammenkünfte erfolgen durch Einberufung und unter dem Vorsitz des Vorsitzenden oder, falls dieser verhindert ist, des stellvertretenden Vorsitzenden. Zur Einberufung einer Verwaltungsratssitzung sind auch zwei Verwaltungsratsmitglieder gemeinschaftlich befugt, wenn ihrem Verlangen auf Einberufung einer Sitzung unter Angabe der vorgeschlagenen Tagesordnung nicht innerhalb von zwei Wochen entsprochen wurde.

Jedes abwesende oder verhinderte Verwaltungsratsmitglied kann einem anderen Mitglied durch Brief oder E-Mail Vollmacht zur Vertretung und zur Abstimmung bei einer Verwaltungsratssitzung erteilen und/oder der Sitzung durch telefonische Beteiligung beiwohnen, anlässlich einer Sitzung, in der alle daran teilnehmende Verwaltungsratsmitglieder einander hören.

Eine Verwaltungsratssitzung ist beschlussfähig, wenn in ihr physisch oder telefonisch mehr als die Hälfte der Stimmen anwesend oder vertreten ist. Jedes Mitglied des Verwaltungsrates hat - abgesehen vom Fall des Artikel 6 Absatz 3 - eine Stimme. Ergibt sich Beschlussunfähigkeit einer ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzung, so wird eine Woche später am gleichen Ort, zu gleicher Uhrzeit und mit gleicher Tagesordnung eine erneute Verwaltungsratssitzung abgehalten, für welche neue Einladungen ergehen und die ohne Rücksicht auf die Anzahl der in ihr anwesenden oder vertretenen Stimmen beschlussfähig ist, worauf in der erneuten Einladung zur Verwaltungsratssitzung ausdrücklich hinzuweisen ist.

Jeder Beschluss wird durch absolute Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst; überdies ist erforderlich, dass zumindest jeweils ein Mitglied der von den Aktionärsgruppen A und B entsandten Verwaltungsratsmitglieder dem Beschluss zustimmt. Bei Stimmengleichheit hat der Vorsitzende keine den Ausschlag gebende Stimme und, falls ein Verwaltungsratsmitglied dies im Sitzungsprotokoll verlangt, wird einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung die strittige Entscheidung zur Beschlussfassung vorgelegt.

Der Verwaltungsrat kann Beschlüsse auch auf dem Zirkulationsweg oder, unter Teilnahme oder schriftlicher Vertretung aller seiner Mitglieder telefonisch fassen, sofern kein Mitglied diesem Verfahren widerspricht und weitere Beratung verlangt. Solche Beschlüsse bedürfen der Einstimmigkeit und auch die auf diese Art gefassten Beschlüsse sind wie auch sonstige Beschlüsse zu protokollieren.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates sind in einem Sitzungsprotokoll festzulegen. Dieselben sind vom Sitzungspräsidenten zu unterschreiben. Die Vollmachten sind dem Protokoll beizugeben. Die Abschriften oder Auszüge, welche vor

Gericht oder anderswo vorzulegen sind, werden vom Präsidenten oder von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates bezeugt.

Im Übrigen gibt sich der Verwaltungsrat und/oder die von ihm ernannten und mit der täglichen Geschäftsführung beauftragten geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieder (administrateurs-délégués) seine/ihre Geschäftsordnung (einschließlich Geschäftsverteilung) selbst, sofern und soweit diese nicht von der Generalversammlung beschlossen wird.

Art. 8. Vertretung der Gesellschaft. Der Verwaltungsrat kann jedwede Handlung vornehmen, welche dem Geschäftszweck entspricht, und er hat alle diesbezüglichen Befugnisse, soweit dieselben nicht der Gesellschafter-Versammlung durch gegenwärtige Satzung oder durch Gesetz vorbehalten sind.

Er kann im besonderen eine Schiedsgerichtsvereinbarung und einen Vergleich abschließen, sowie mit oder ohne Zahlung auf sämtliche Gerichtsklagen und sonstigen Ansprüche verzichten.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, unter den gesetzlichen Bedingungen Vorschüsse auf Dividenden auszuzahlen.

Er kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft sowie die Vertretung derselben in Bezug auf die tägliche Geschäftsführung an eines oder mehrere Mitglieder des Verwaltungsrates sowie an Direktoren, Geschäftsführer oder andere Beauftragte übertragen, welche nicht Verwaltungsratsmitglieder zu sein brauchen. Diese Bevollmächtigten haften in Bezug auf die von ihnen vorgenommene Geschäftsführung aufgrund der gesetzlichen Regeln des Mandatsvertrages. Dieses Gremium gilt als Vorstand der Gesellschaft.

Die Übertragung der täglichen Geschäftsführung gemäß vorhergehender Bestimmung an geschäftsführende Verwaltungsratsmitglieder erfordert die vorherige Genehmigung der Gesellschafterversammlung, die ggf. die vom Verwaltungsrat vorgeschlagene Geschäftsordnung genehmigt.

Die Gesellschaft ist rechtsverbindlich verpflichtet durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates oder durch die Unterschrift der Person oder Personen, welche durch Verwaltungsratsbeschluss oder durch Beschluss der mit der täglichen Geschäftsführung betrauten Geschäftsleitung hierzu ermächtigt sind.

Art. 9. Ausschüsse des Verwaltungsrates. Der Verwaltungsrat kann weitere beratende Gremien ernennen, dem Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren der Gesellschaft und/oder gegebenenfalls weitere Personen angehören, zum Zweck der Entwicklung, Durchführung und Überwachung der vom Verwaltungsrat festgelegten Unternehmenspolitik.

Art. 10. Vorstand - Vertretung, Zustimmungspflichtige Geschäfte. Die geschäftsführenden Verwaltungsratsmitglieder (hiernach als "Vorstand" bezeichnet) werden durch Beschluss des Verwaltungsrates unter Berücksichtigung der Nominierungsrechte gem. Artikel 6 ernannt und können durch denselben, wiederum unter Berücksichtigung der Nominierungsrechte gem. Artikel 6, abberufen werden. Der Verwaltungsrat beschließt deren Befugnisse und deren Entgelte sowie die Dauer ihres Mandats.

Die Mitglieder des Vorstandes üben die tägliche Geschäftsführung aus und haben kollektiv zu zweit Unterschriftenberechtigung für die Gesellschaft, vorbehaltlich einer weiteren Unterschriftenberechtigung gemäß vom Verwaltungsrat genehmigter und vom Vorstand erteilter

Generalvollmacht oder Prokura oder einer vom Vorstand für bestimmte Rechtsgeschäfte an einzelne oder kollektiv zeichnungsberechtigte Personen erteilten Vollmacht.

Außer in den Fällen, die der vorherigen Genehmigung durch die Gesellschafterversammlung oder den Verwaltungsrat unterliegen, hat der Vorstand oder dessen Delegierte die weitgehendsten Befugnisse zur täglichen Geschäftstätigkeit der Gesellschaft.

Der Vorstand ernennt und beruft die Angestellten der Gesellschaft ab und bestimmt die Befugnisse der von ihr oder ihrem(n) Delegierten ernannten Angestellten sowie deren Gehälter.

Wichtige Handlungen, die über den normalen Rahmen der täglichen Geschäftstätigkeit oder die normalen Bedürfnisse der Verwaltung hinausgehen, so wie diese in einer Geschäftsordnung des Vorstandes geregelt oder hiernach beschrieben sind, unterliegen der Genehmigung durch den Verwaltungsrat.

Der Vorstand ist verpflichtet, für folgende Rechtsgeschäfte die Genehmigung zu erwirken, (i) durch den Verwaltungsrat für die unter a) bis m) angeführten Entscheidungen mittels einfacher Mehrheit dessen Mitglieder, und (ii) für die unter n) bis p) angeführten Entscheidungen durch Gesellschafterbeschluss mittels Zweidrittelmehrheit der ausgegebenen Anteile.

Genehmigung durch den Verwaltungsrat

a) Jahresbericht über grundsätzliche Fragen der künftigen Geschäftspolitik des Unternehmens und der CERATIZIT-Gruppe.

Der Jahresbericht hat im einzelnen die derzeitige und künftige Entwicklung der Vermögens-, Finanz- und Ertragslage der Gesellschaft und der CERATIZIT-Gruppe anhand von Vorscheurechnungen darzustellen.

b) Erwerb und Veräußerung von Beteiligungen sowie Erwerb, Veräußerung und Stilllegung von Unternehmen und Betrieben und die Veränderung des Gesellschaftskapitals von Gesellschaften oder ähnlichen Unternehmen oder wirtschaftlichen Interessenvereinigungen, wenn diese im Einzelfall den Betrag von (1) einer Million Euro oder einen jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Betrag übersteigen.

c) Abschluss von Joint-Venture-Vereinbarungen.

d) Erwerb, Veräußerung und Belastung von Liegenschaften sowie Bauvorhaben durch die Gesellschaft oder deren Konzerngesellschaften soweit diese den Betrag von einer halben (0,5) Million Euro oder einen jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Betrag übersteigen.

e) Investitionen, die im Einzelnen Anschaffungskosten von einer (1) einer Million Euro und insgesamt fünf (5) Millionen Euro in einem Geschäftsjahr oder den jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Betrag übersteigen.

f) Aufnahme von Anleihen, Darlehen und Krediten, sowie die Übernahme von Bürgschaften, Garantien und ähnlichen Haftungen für die Gesellschaft und deren Konzerngesellschaften, die den Betrag von einer halben (0,5) Million Euro im einzelnen und von zwei (2) Millionen Euro insgesamt in einem Geschäftsjahr oder einen jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Betrag übersteigen; die Ausnützung von im Finanzbudget vorgesehenen und bereits genehmigten Kreditrahmen bedarf keiner besonderen Genehmigung.

g) Gewährung von Darlehen, Krediten und Kreditrahmen an Dritte und an Konzerngesellschaften, die den Betrag von einer halben (0,5) Million Euro im einzelnen und einer (1) Million Euro insgesamt in einem Geschäftsjahr oder den jeweils vom Verwaltungsrat festgelegten Betrag übersteigen, sowie Gewährung von Darlehen und Krediten an Gesellschafter oder sonstige Personen aus dem begünstigten Personenkreis (Art 5 (2)) und Mitglieder des Verwaltungsrates und Vorstandes der Gesellschaft und Mitglieder der Aufsichtsräte und der Geschäftsführungen der Konzerngesellschaften, soweit sie nicht im Rahmen des Jahresbudgets bereits genehmigt wurden.

h) Die Zusicherung von Ruhe- und Versorgungsgenüssen oder Umsatz- und Gewinnbeteiligungen mit der Gesellschaft sowie deren Konzerngesellschaften. Über den Abschluss von Dienstverträgen mit Geschäftsführern und BU-Leitern der Konzerngesellschaften und Dienstverträge mit einem Jahresbezug von über 150.000.- Euro ist der Verwaltungsrat zu informieren.

i) alle sonstigen Verträge von besonderer Bedeutung (wie z.B. langfristige Einkaufskontrakte, Miet- und Leasingverträge, Knowhow Verkäufe/ Transfers, Dienstleistungsverträge mit Konzerngesellschaften oder mit Unternehmen, die mit einem Gesellschafter verbunden sind) die den Betrag von einer (1) Million Euro im einzelnen übersteigen, insoweit diese nicht durch genehmigte Vorschaurechnungen abgedeckt sind,

j) Geschäftsordnungen und Geschäftsverteilungen für den Vorstand der Gesellschaft.

k) Erteilung einer Generalvollmacht oder einer Prokura der Gesellschaft.

l) Richtlinien zur Aufnahme neuer Produktionsarten oder neuer Geschäftszweige sowie Aufgabe wesentlicher Betriebsabteilungen und Tätigkeitsgebieten durch die Gesellschaft oder deren Konzerngesellschaften.

m) andere als in lit. b genannte Verträge mit Gesellschaftern oder Personen aus dem „begünstigten Personenkreis“ (gemäß Artikel 5, Absatz 2), insoweit diese eine Betragsgrenze von hunderttausend (100.000) Euro übersteigen.

Der Verwaltungsrat kann die Liste der seiner Zustimmung unterworfenen Geschäfte nicht reduzieren.

Genehmigung durch die Gesellschafterversammlung:

n) Entlastung von Personen, die in Personalunion dem Verwaltungsrat der CERATIZIT S.A. und dem Aufsichtsrat oder der Geschäftsführung eines der Stammwerke angehören.

o) die Fusion der Gesellschaft oder der Tochtergesellschaften mit anderen Unternehmen und das Einbringen oder der Verkauf eines oder mehrerer wesentlichen Teilbetriebe derselben an eine andere Gesellschaft.

p) das Abweichen von wesentlichen Bewertungsprinzipien im Zusammenhang mit dem Erstellen des Jahresabschlusses.

Die Liste der zustimmungspflichtigen Geschäfte kann durch Zweidrittelmehrheit der Generalversammlung abgeändert werden.

Art. 11. Wirtschaftsprüfer. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, Gesellschaftern oder Nichtgesellschaftern, welche durch die Gesellschafterversammlung ernannt werden, die darüber hinaus ihre Anzahl und ihre Bezüge festsetzt. Sie werden auf eine Höchstdauer von sechs Jahren ernannt und können jederzeit abberufen werden. Die Wirtschaftsprüfer sind - außer im Falle der Abberufung - wieder wählbar.

Die Wirtschaftsprüfer haben ein unbeschränktes Aufsichts- und Kontrollrecht über alle Geschäfte der Gesellschaft. Sie können die Geschäftsbücher, Korrespondenzen, Sitzungsberichte und alle anderen Unterlagen der Gesellschaft und deren Tochtergesellschaften am Gesellschaftssitz derselben einsehen.

Die Wirtschaftsprüfer müssen der Jahreshauptversammlung das Ergebnis ihrer Prüfung der nicht-konsolidierten und der konsolidierten Jahresabschlüsse der Gesellschaft, zusammen mit den Vorschlägen, die sie machen wollen, vorlegen. Sie müssen der Versammlung ferner mitteilen, auf welche Art sie die Inventare nachgeprüft haben.

Ihre Verantwortung, insofern dieselbe sich aus ihren Aufsichts- und Prüfungspflichten ergibt, unterliegt denselben Regeln wie diejenige der Verwaltungsratsmitglieder.

Die Gesellschafterversammlung kann den Wirtschaftsprüfern feste oder veränderliche jährliche Bezüge zu erkennen, welche über Unkosten zu verbuchen sind.

Art. 12. Gesellschafterversammlung. Die jährliche Gesellschafterversammlung tritt am letzten Bankarbeitstag des Monats Juni um elf Uhr vormittags an einem in den Einberufungen zu bestimmenden Ort der Gemeinde Mamer zusammen.

Im Übrigen werden die Gesellschafterversammlungen vom Verwaltungsrat an einem von ihm zu bestimmenden Ort einberufen. Die jährliche Gesellschafterversammlung kann im Ausland abgehalten werden, und zwar jedes Mal dann, wenn ein Fall höherer Gewalt eintritt. Das Eintreten dieses Falles wird vom Verwaltungsrat festgesetzt.

Falls sämtliche Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, der vorgelegten Tagesordnung zuzustimmen, kann eine Gesellschafterversammlung auch ohne vorherige Einberufung rechtsgültig abgehalten werden.

Art. 13. Vertretung eines verhinderten Gesellschafters. Jeder Gesellschafter hat das Recht, sich auf einer Gesellschafterversammlung durch einen Bevollmächtigten vertreten zu lassen, der nicht selbst Gesellschafter zu sein braucht.

Der Verwaltungsrat ist befugt, die Form der Vollmachten zu bestimmen. Er kann verlangen, dass dieselben fünf ganze Tage vor dem Tag der Versammlung bei den von ihm bezeichneten Stellen zu hinterlegen sind.

Art. 14. Gesellschafterversammlung - Leitung, Beschlussfähigkeit. Jede Gesellschafterversammlung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrates oder, falls dieser verhindert ist, durch den stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrates geleitet.

Die Gesellschafterversammlung ist beschlussfähig, wenn in ihr mehr als die Hälfte der Aktien vertreten sind. Erweist sich eine Gesellschafterversammlung als nicht beschlussfähig, so ist sie zu vertagen und neu einzuberufen; die so einberufene neue Gesellschaftsversammlung ist beschlussfähig, ungeachtet der Anzahl der dabei anwesenden oder vertretenen Anteile.

Die Beschlüsse werden - außer in den Fällen einer Satzungsänderung oder sonstiger in dieser Satzung festgelegter Mehrheiten - mit einer Mehrheit von sechzig Prozent der abgegebenen Stimmen gefasst. Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme.

Die Abschriften oder Auszüge der Versammlungsprotokolle, welche bei Gericht oder anderswo vorzulegen sind, werden vom Präsidenten der Versammlung oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern beglaubigt.

Art. 15. Wirtschaftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt mit dem ersten März und schließt mit dem letzten Tag des Monats Februar.

Art. 16. Gewinnverwendung. Von dem durch die Bilanz ausgewiesenen Reingewinn sind fünf Prozent abzuziehen zur Speisung des gesetzlichen Reservefonds. Die Verpflichtung dieses Abzugs entfällt, sobald der Reservefonds ein Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Die Gesellschafterversammlung beschließt über die Verwendung des restlichen Gewinns; soweit die Gesellschafterversammlung nichts anderes beschließt, sind die verfügbaren Gewinne als Dividenden in bar insoweit auszuschütten als während mehr als zwei aufeinanderfolgenden Jahren die konsolidierten Eigenmittel der Gesellschaft einen Prozentsatz von vierzig (40) Prozent, bezogen auf den Gesamtbetrag ihrer konsolidierten Bilanzsumme überschreiten und in der Einzelbilanz der CERATIZIT S.A. dafür ausreichend Eigenmittel vorhanden sind.

Art. 17. Liquidation. Die Gesellschaft kann jederzeit vorzeitig aufgelöst werden, und zwar durch Beschluss der Gesellschafterversammlung; auf diesen Beschluss finden die gesetzlichen Bestimmungen über Satzungsänderungen (soweit diese nicht Zweck oder Form der Gesellschaft betreffen) hinsichtlich Präsenz- und Mehrheitserfordernissen Anwendung.

Bei Auflösung der Gesellschaft, infolge vorzeitiger Auflösung, werden ein oder mehrere Liquidatoren ernannt.

Zu Liquidatoren können sowohl natürliche Personen als auch eine Gesellschaft bestimmt werden. Ihre Ernennung erfolgt durch die Gesellschafterversammlung, welche ihre Befugnisse und Bezüge festlegt.

Art. 18. Alles was in dieser Satzung nicht geregelt ist, wird in Übereinstimmung mit dem abgeänderten Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften ausgelegt."

Nachdem die Tagesordnung erschöpft ist, schliesst der Präsident die Sitzung.

Aufgenommen in Capellen, Datum wie eingangs erwähnt

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Mitglieder der Versammlung, dem amtierenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: J. O'Hara, G. Kerckhoff, J.-M. Steffen, C. Mines.

Enregistré à Capellen, le 10 octobre 2013. Relation: CAP/2013/3851. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): I. Neu.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Capellen, der 5. November 2013.

Camille MINES.

Référence de publication: 2013155096/423.

(130189539) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2013.

Whitewood (Finance) UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 346.700,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 171.414.

In the year two thousand and thirteen, on the third day of October,

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Whitewood (Finance) UK S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, having a share capital of one hundred ninety thousand British Pounds (GBP 190,000) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 171.414 (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on September 11, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Memorial) under number 2516 on December 10, 2012. The articles of association of the Company (the Articles) were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on August 14, 2013, in the process of being published in the Memorial.

THERE APPEARED:

Whitewood TV City UK S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, having a share capital of six million seventy-two thousand two hundred British Pounds (GBP 6,072,200) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 170.084 (the Sole Shareholder),

here represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed ne varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of one hundred fifty-six thousand seven hundred British Pounds (GBP 156,700) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of one hundred ninety thousand British Pounds (GBP 190,000) to three hundred forty-six thousand seven hundred British Pounds (GBP 346,700) by way of issuance of one hundred fifty-six thousand seven hundred (156,700) new shares, with a nominal value of one British Pound (GBP 1), each, and having the same rights and obligations as the existing shares;

2. Subscription for and payment of the newly issued shares as specified under item 1. above by a contribution in cash;

3. Subsequent amendment to article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the increase of the share capital specified under item 1. above;

4. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company; and

5. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions.

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred fifty-six thousand seven hundred British Pounds (GBP 156,700) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of one hundred ninety thousand British Pounds (GBP 190,000) to three hundred forty-six thousand seven hundred British Pounds (GBP 346,700) by way of issuance of one hundred fifty-six thousand seven hundred (156,700) new shares, with a nominal value of one British Pound (GBP 1) each, and having the same rights and obligations as the existing shares.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription for and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe for one hundred fifty-six thousand seven hundred (156,700) new shares, having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each and fully pays them up by way of a contribution in cash in an aggregate amount of five million nine hundred forty-four thousand British Pounds (GBP 5,944,000) which shall be allocated as follows:

- an amount of one hundred fifty-six thousand seven hundred British Pounds (GBP 156,700) is allocated to the share capital account of the Company; and

- an amount of five million seven hundred eighty-seven thousand three hundred British Pounds (GBP 5,787,300) is allocated to the share premium account of the Company.

The amount of five million nine hundred forty-four thousand British Pounds (GBP 5,944,000) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole shareholder resolves to amend article 5.1 of the Articles, so that it shall henceforth read as follows:

" **5.1.** The share capital is set at three hundred forty-six thousand seven hundred British Pounds (GBP 346,700), represented by three hundred forty-six thousand seven hundred (346,700) shares in registered form, having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each."

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any manager of the Company, each acting individually, to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable, is approximately four thousand two hundred Euros (EUR 4,200.-).

Declaration

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall be binding.

WHEREOF the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le troisième jour d'octobre,

Pardevant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Whitewood (Finance) UK S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, dont le siège social est établi au 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, disposant d'un capital social de cent quatre-vingt-dix mille Livres Sterling (GBP 190.000) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.414 (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 11 septembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) sous le numéro 2516, le 10 décembre 2012. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 14 août 2013, en cours de publication au Mémorial.

A COMPARU:

Whitewood TV City UK S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, dont le siège social est établi au 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, disposant d'un capital social de six millions soixante-douze mille deux cent Livres Sterling (GBP 6.072.200) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.084 (l'Associé Unique),

ici représentée par Régis Galiotto, clerk de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera attachée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que l'Associé Unique détient l'intégralité des parts sociales de la Société;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de cent cinquante-six mille sept cent Livres Sterling (GBP 156.700) afin de le porter de son montant actuel de cent quatre-vingt-dix mille Livres Sterling (GBP 190.000), à un montant de trois cent quarante-six mille sept cents Livres Sterling (GBP 346.700) par l'émission de cent cinquante-six mille sept

cents (156.700) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) chacune, et jouissant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes;

2. Souscription à et libération des parts sociales nouvellement émises mentionnées au point 1. ci-dessus par un apport en numéraire;

3. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital social mentionnée au point 1. ci-dessus;

4. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société; et

5. Divers.

III. que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de cent cinquante-six mille sept cents Livres Sterling (GBP 156.700) afin de le porter de son montant actuel de cent quatre-vingt-dix mille Livres Sterling (GBP 190.000), à un montant de trois cent quarante-six mille sept cents Livres Sterling (GBP 346.700) par l'émission de cent cinquante-six mille sept cents (156.700) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) chacune, et jouissant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer les souscriptions suivantes à et la libération intégrale de l'augmentation de capital social comme suit:

Souscription - Libération

L'Associé Unique, précité et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cent cinquante-six mille sept cents (156.700) nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) chacune, et les libère intégralement par un apport en numéraire d'un montant total de cinq millions neuf cent quarante-quatre mille Livres Sterlings (GBP 5.944.000) devant être affecté comme suit:

(i) un montant de cent cinquante-six mille sept cents Livres Sterlings (GBP 156.700) au compte de capital social de la Société; et

(ii) un montant de cinq millions sept cent quatre-vingt-sept mille trois cents Livres Sterlings (GBP 5.787.300) au compte de prime d'émission de la Société.

Le montant total de cinq millions neuf cent quarante-quatre mille Livres Sterlings (GBP 5.944.000) est à la libre disposition de la Société, dont la preuve a été fournie au notaire instrumentant.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts, de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

" 5.1. Le capital social est fixé à trois cent quarante-six mille sept cents Livres Sterling (GBP 346.700), représenté par trois cent quarante-six mille sept cents (346.700) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) chacune."

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Frais

Le montant total des frais, fournitures, rémunérations ou dépenses, sous quelque forme que ce soit, que la Société qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ quatre mille deux cents Euros (EUR 4.200.-).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date et année qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire, ce dernier a signé avec le notaire, le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 octobre 2013. Relation: LAC/2013/46452. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 8 novembre 2013.

Référence de publication: 2013156378/167.

(130191213) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2013.

Whitewood (Stage 6) UK S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 385.150,00.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 125, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 170.182.

In the year two thousand and thirteen, on the first day of October.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of Whitewood (Stage 6) UK S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, having a share capital of three hundred fifty-four thousand British Pounds (GBP 354,000) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 170.182 (the Company). The Company was incorporated pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on July 11, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the Memorial) under number 2045 on August 17, 2012. The articles of association of the Company (the Articles) were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, on August 14, 2013, in the process of being published in the Memorial.

THERE APPEARED:

Whitewood (Finance) UK S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, having a share capital of three hundred forty-six thousand seven hundred British Pounds (GBP 346,700) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 171.414 (the Sole Shareholder),

here represented by Regis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of thirty-one thousand one hundred fifty British Pounds (GBP 31,150) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of three hundred fifty-four thousand British Pounds (GBP 354,000) to three hundred eighty-five thousand one hundred fifty British Pounds (GBP 385,150) by way of issuance of thirty-one thousand one hundred fifty (31,150) new shares, with a nominal value of one British Pound (GBP 1) each, and having the same rights and obligations as the existing shares;

2. Subscription for and payment of the newly issued shares as specified under item 1. above by a contribution in cash;

3. Subsequent amendment to article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the increase of the share capital specified under item 1. above;

4. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, each acting individually, to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company; and

5. Miscellaneous.

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions.

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of thirty-one thousand one hundred fifty British Pounds (GBP 31,150) in order to bring the share capital of the Company from its present amount of three hundred fifty-four thousand British Pounds (GBP 354,000) to three hundred eighty-five thousand one hundred fifty British Pounds (GBP 385,150) by way of issuance of thirty-one thousand one hundred fifty (31,150) new shares, with a nominal value of one British Pound (GBP 1) each, and having the same rights and obligations as the existing shares.

154350

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription for and full payment of the share capital increase as follows:

Subscription - Payment

The Sole Shareholder, prenamed and represented as stated above, declares to subscribe for thirty-one thousand one hundred fifty (31,150) new shares, having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each and fully pays them up by way of a contribution in cash in an aggregate amount of five million four hundred seventy-eight thousand British Pounds (GBP 5,478,000) which shall be allocated as follows:

- an amount of thirty-one thousand one hundred fifty British Pounds (GBP 31,150) is allocated to the share capital account of the Company; and
- an amount of five million four hundred forty-six thousand eight hundred fifty British Pounds (GBP 5,446,850) is allocated to the share premium account of the Company.

The amount of five million four hundred seventy-eight thousand British Pounds (GBP 5,478,000) is at the free disposal of the Company, evidence of which has been given to the undersigned notary.

Third resolution

As a consequence of the preceding resolutions, the Sole shareholder resolves to amend article 5.1 of the Articles, so that it shall henceforth read as follows:

" 5.1. The share capital is set at three hundred eighty-five thousand one hundred fifty British Pounds (GBP 385,150), represented by three hundred eighty-five thousand one hundred fifty (385,150) shares in registered form, having a nominal value of one British Pound (GBP 1) each."

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes and empowers and authorizes any manager of the Company, each acting individually, to proceed in the name and on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares in the register of shareholders of the Company.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable, is approximately three thousand nine hundred Euros (EUR 3,900.-).

Declaration

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall be binding.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the person appearing, who signed together with the notary the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le quatrième jour d'octobre,

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de Whitewood (Stage 6) UK S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, dont le siège social est établi au 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, disposant d'un capital social de trois cent cinquante-quatre mille Livres Sterling (GBP 354.000) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.182 (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 11 juillet 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le Mémorial) sous le numéro 2045, le 17 août 2012. Les statuts de la Société (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, le 14 août 2013, en cours de publication au Mémorial.

A COMPARU:

Whitewood (Finance) UK S.à r.l., une société à responsabilité limitée luxembourgeoise, dont le siège social est établi au 125, avenue du X Septembre, L-2551 Luxembourg, disposant d'un capital social de trois cent quarante-six mille sept cent Livres Sterling (GBP 346.700) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 171.414 (l'Associé Unique),

ici représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé;

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera attachée au présent acte pour le besoin de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- I. que l'Associé Unique détient l'intégralité des parts sociales de la Société;
- II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de trente et un mille cent cinquante Livres Sterling (GBP 31.150) afin de le porter de son montant actuel de trois cent cinquante-quatre mille Livres Sterling (GBP 354.000), à un montant de trois cent quatre-vingt-cinq mille cent cinquante Livres Sterling (GBP 385.150) par l'émission de trente et un mille cent cinquante (31.150) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) chacune, et jouissant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes;

2. Souscription à et libération des parts sociales nouvellement émises mentionnées au point 1. ci-dessus par un apport en numéraire;

3. Modification subséquente de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital social mentionnée au point 1. ci-dessus;

4. Modification du registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société; et

5. Divers.

III. que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de trente et un mille cent cinquante Livres Sterling (GBP 31.150) afin de le porter de son montant actuel de trois cent cinquante-quatre mille Livres Sterling (GBP 354.000), à un montant de trois cent quatre-vingt-cinq mille cent cinquante Livres Sterling (GBP 385.150) par l'émission de trente et un mille cent cinquante (31.150) nouvelles parts sociales ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) chacune, et jouissant des mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer les souscriptions suivantes à et la libération intégrale de l'augmentation de capital social comme suit:

Souscription - Libération

L'Associé Unique, précité et représenté comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à trente et un mille cent cinquante (31.150) nouvelles parts sociales, ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) chacune, et les libère intégralement par un apport en numéraire d'un montant total de cinq millions quatre cent soixante-dix-huit mille Livres Sterling (GBP 5.478.000) devant être affecté comme suit:

(i) un montant de trente et un mille cent cinquante Livres Sterling (GBP 31.150) au compte de capital social de la Société; et

(ii) un montant de cinq millions quatre cent quarante-six mille huit cent cinquante Livres Sterling (GBP 5,446,850) au compte de prime d'émission de la Société.

Le montant total de cinq millions quatre cent soixante-dix-huit mille Livres Sterling (GBP 5.478.000) est à la libre disposition de la Société, dont la preuve a été fournie au notaire instrumentant.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts, de sorte qu'il ait désormais la teneur suivante:

" **5.1.** Le capital social est fixé à trois cent quatre-vingt-cinq mille cent cinquante Livres Sterling (GBP 385.150), représenté par trois cent quatre-vingt-cinq mille cent cinquante (385.150) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale d'une Livre Sterling (GBP 1) chacune."

Quatrième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement, pour procéder au nom et pour le compte de la Société à l'enregistrement des parts sociales nouvellement émises dans le registre des associés de la Société.

Frais

Le montant total des frais, fournitures, rémunérations ou dépenses, sous quelque forme que ce soit, que la Société qui incomberont à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ trois mille neuf cents Euros (EUR 3.900.-).

154352

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle l'anglais, déclare par la présente qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et, en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date et année qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire, ce dernier a signé avec le notaire, le présent acte original.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 octobre 2013. Relation: LAC/2013/46474. Reçu soixante-quinze euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 novembre 2013.

Référence de publication: 2013156380/168.

(130191306) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 novembre 2013.

Theta II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 172.207.

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fourth day of the month of October,
before Us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in SANEM (Grand Duchy of Luxembourg),

was held an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the shareholders of "Theta II S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, governed by the laws of Luxembourg, with registered office at 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary of 16 October 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") number 2818 of 21 November 2012, page 135218 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 172207.

The Meeting was declared open with Me Mariya Gadzhalova, maître en droit, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary and scrutineer Me Milène Drweski, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

(i) That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed ne varietur by the shareholders, the proxyholder of the represented shareholders, the members of the board of the Meeting and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

(ii) As it appears from the said attendance list, all twelve thousand and five hundred (12,500) shares of the Company in issue are represented at the present Meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and prior knowledge of the agenda of the Meeting and declared having waived any convening formalities.

(iii) That the present Meeting is consequently validly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

(iv) That the agenda of the Meeting was the following:

Agenda:

1. Amendment of the articles of incorporation of the Company in order to amend, inter alia, the clauses 1, 8, 9, 15, 16 and 19 including with respect to the transfer of shares and pre-emption rights so that the articles of association are substantially in the form as attached to the proxies, the proxyholder being however authorised and empowered to make, and agree to, such changes and amendments as deemed appropriate.

Then the Meeting, after deliberation, unanimously took the following resolution:

Sole resolution

The Meeting resolved to amend and restate the articles of incorporation of the Company in order to amend inter alia, the clauses 1, 8, 9, 15, 16 and 19 including with respect to the transfer of shares and pre-emption rights of the Company so that the articles of association shall read as follows:

"AMENDED AND RESTATED ARTICLES OF THE COMPANY:

Chapter I. Form - Name - Registered Office - Object - Duration

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Theta II S.à r.l." (the "Company") exists between the appearing parties and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association (the "Articles of Association") and the relevant legislation, in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Luxembourg Company Law").

Art. 2. Object. The object of the Company is the acquisition, holding, management and disposal of participations and any interests, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, enterprises or investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes, certificates of deposits and any other securities or financial instruments of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio.

The Company may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise and may invest in any way and in any type of assets. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, notes and debentures or any kind of debt or equity securities.

The Company may lend funds including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind, to its subsidiaries, affiliated companies or any other company or entity as it deems fit.

The Company may give guarantees and grant securities to any third party for its own obligations and undertakings as well as for the obligations of any company or other enterprise in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit and generally for its own benefit or such entities' benefit.

In a general fashion it may grant assistance in any way to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs or any other company or entity as it deems fit, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may generally employ any techniques and instruments relating to or with respect to any of its investments for the purposes of efficient management, including without limitation techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. Duration. The Company is established for an undetermined period. It may be dissolved by a decision of the general meeting of the shareholders voting with the quorum and majority rules provided by law.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the Board of Managers (as defined hereafter).

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the Board of Managers should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the Board of Managers.

Chapter II. Capital - Shares

Art. 5. Share capital. The issued capital of the Company is set at twelve thousand and five hundred euro (EUR 12,500) divided into twelve thousand and five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1) each, all of which are fully paid up.

Any available share premium shall be freely distributable.

Art. 6. Increase and Reduction of capital. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

The new shares to be subscribed for by contribution in cash will be offered by preference to the existing shareholders in proportion to the part of the capital which those shareholders are holding. The Board of Managers shall determine the period within which the preferred subscription right shall be exercised. This period may not be less than thirty (30) days. If the existing shareholders do not exercise their preferred subscription right during such period, they will be considered as having refused to exercise their preferred subscription right.

Notwithstanding the above, the general meeting, voting with the quorum and majority rules required for any amendment of the articles of association, may limit or withdraw the preferential subscription right or authorise the Board of Managers to do so.

Art. 7. Shares. The shares of the Company will be issued in registered form only and a shareholders' register which may be examined by any shareholder will be kept at the registered office of the Company.

The register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number of shares held, the indication of the payments made on the shares as well as the transfers of shares and the dates thereof.

Each shareholder will notify to the Company by registered letter its address and any change thereof. The Company will be entitled to rely on the last address thus communicated.

Ownership of the registered share will result from the recordings in the shareholders' register.

Art. 8. Transfer of shares and pre-emption rights.

8.1 Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five percent (75%) of the Company's issued share capital.

8.2 Any transfer of shares will be registered in the shareholders' register, either following a notification to the Company in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code or by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s). Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document showing the consent of the transferor and the transferee.

8.3 Each shareholder grants to the other shareholders pursuant to the conditions set forth below a pre-emptive right with respect to any transfer of all or part of the shares, equity warrants and/or any other similar instruments, issued or to be issued by the Company, and which may lead, directly or indirectly, immediately or not, by conversion, exchange, reimbursement, presentation or exercise of warrants, or by any other means, to the attribution of shares or any other similar instruments granting a participation in the Company's share capital (the "Securities") it owns. In the event that a shareholder (a "Selling Shareholder") (i) receives a bona fide offer to purchase or otherwise transfer all or certain of his Securities which it wishes to accept, or (ii) decides to transfer all or certain of his Securities on the Transaction Date (as defined in article 8.5. below) (each such Securities under (i) and (ii), being the "Offered Securities"), the Selling Shareholder shall give notice in writing, by email, or registered mail or delivery by hand against receipt as such Selling Shareholder considers fit (the "Sale Proposal Notice") as soon as possible and no later than within five (5) calendar days from the communication by the Company of the Transaction Price (as defined in article 8.5. below) to each shareholder and to the Company and shall offer (the "Sale Proposal") to sell the Offered Securities to the other shareholders (collectively the "Offerees", each an "Offeree").

8.3.1. The Sale Proposal Notice shall indicate: (a) in the absence of a bona fide offer, (i) the number of Offered Securities for which the transfer is contemplated; and (ii) the Transaction Price (as determined by the Board of Managers); and (b) in case of a bona fide offer in addition to 8.3.1(a) (i) above, (i) the name and address (or registered office) of the proposed transferee; (ii) the identification of the person(s) controlling directly or indirectly such proposed transferee; (iii) the direct or indirect financial relations, if any, between the Selling Shareholder and the proposed transferee; (iv) the offered price in Euro by the proposed transferee in case of payment in cash or the estimated value in Euro in other cases, for the Offered Securities; (v) if applicable, the other terms of the bona fide offer, including the description of all agreements that the proposed transferee or the Selling Shareholder or an affiliate of the proposed transferee or Selling Shareholder contemplates to enter into with a shareholder or an affiliate; (vi) if applicable, a copy of the bona fide offer duly signed by the proposed transferee making such bona fide offer.

8.3.2. The Offered Securities shall be offered by the Selling Shareholder to the Offerees as follows:

(a) The Selling Shareholder shall offer to the Offerees, and such Offerees may elect (but shall not be obliged) to purchase all or certain of the Offered Securities (subject to the provisions herein) by giving an acceptance notice in writing by email, registered mail or delivery by hand against receipt (as they may consider it fit) (the "Acceptance Notice") thereof to the Selling Shareholder and the Company within five (5) calendar days after the sending of the Sale Proposal Notice. The Acceptance Notice shall indicate whether the accepting Offeree is willing to purchase more than its initial proportion of Offered Securities and the maximum Offered Securities it is willing to accept.

(b) All Offerees exercising such purchase rights shall, in the aggregate, be entitled to purchase up to the number of Offered Securities equal to the number of Offered Securities multiplied by a fraction (x/y), where "x" will be the number of Securities held by such Offeree and "y" will be the aggregate number of Securities held by all Offerees who have exercised their purchase rights (the "Purchasers", each a "Purchaser") (the resulting number of Securities to be rounded to the nearest whole number, provided that any resulting fraction which is equal to one-half shall be rounded down). If

any Offeree(s) fail(s) to exercise its/their pre-emption right(s) in accordance with article 8.3. (the "Declining Shareholder(s)"), those Offeree(s) who do exercise its/their pre-emption right(s) in accordance with article 8.3 shall be entitled to purchase its/their pro rata portion of the Offered Securities that have not been accepted by the Declining Offeree(s). Any excess Offered Securities shall continue to be made available for purchase in the manner described herein until (i) either all excess Offered Securities have been acquired or (ii) expiration of the five (5) calendar days period from the sending of the Sale Proposal Notice

(c) The Company shall within seven (7) calendar days after the expiration of the five (5) calendar days period mentioned in paragraph 8.3.2. (a) above unless the Board of Managers has any objection to any proposed transfer, proceed to the allotment of the Offered Securities to the Offerees pursuant to the received Acceptance Notices and in accordance with the entitlement described under (b) above until all Offered Securities have been allotted and then it shall send a notice in writing by email, registered mail or delivery by hand against receipt (as the Company may consider it fit) to all Purchasers specifying the exact number of Offered Securities that each Purchaser may purchase in accordance with the present article (the "Exercise Proposal Notice").

(d) Within five (5) calendar days of the sending of the Exercise Proposal Notice by the Company each Purchaser shall confirm to the Selling Shareholder and the Company of the number of Offered Securities for which it accepts the Sale Proposal (the "Exercise Acceptance Notice"). The Exercise Acceptance Notice shall contain the unconditional and irrevocable obligation of the Purchaser to acquire such number of Offered Securities on the same terms and conditions as contained in the Sale Proposal Notice (including the bona fide offer where relevant).

8.3.3. In the event that certain or all of the Offerees validly accept to purchase all (but not part) of the Offered Securities pursuant to paragraph 8.3.2., the Selling Shareholder shall sell the Offered Securities to the Purchasers, and the Purchasers shall pay the purchase price for such Offered Securities in cash fifteen (15) calendar days after the date of giving of the Exercise Acceptance Notice.

Unless otherwise agreed among the Selling Shareholder and the Purchasers, the closing for the purchase of the Offered Securities by the Purchasers shall take place at the principal office of the Company during normal business hours. At the time and place so specified, the Selling Shareholder shall deliver instruments of transfer sufficient to transfer the Offered Securities to the appropriate Purchasers against payment of the relevant purchase price.

8.3.4. In the case of a Sale Proposal pursuant to a bona fide offer, in the event that (a) the Offerees shall fail to validly accept to acquire all of the Offered Securities pursuant to the Sale Proposal or (b) the Purchasers shall fail to timely purchase all of the Offered Securities within the period specified in article 8.3.3. (the date of occurrence of the event described in the foregoing subparagraph is the "Termination Date"), then the Selling Shareholder shall have the right to accept, and to sell all its Offered Securities pursuant to the bona fide offer, provided that in each such case:

(a) the transfer of the Offered Securities pursuant to the bona fide offer shall take place within ten (10) calendar days after the Termination Date and at the latest on the Transaction Date;

(b) the consideration described in the bona fide offer is not changed in any respect and no other terms or provisions set forth in the bona fide offer are modified in any material respect (it being understood that any such changes or modifications to the terms of the bona fide offer would constitute a new offer which would be subject to the provisions of the present article); and

(c) written notice of such proposed transfer shall have been given by email, registered mail or delivery by hand against receipt by the Selling Shareholder to the Company and all other shareholders at least five (5) calendar days prior to the date of the proposed transfer.

8.4 Should the Board of Managers object to any transfer, it shall immediately after the sending of the Sale Proposal Notice notify its objection to the Selling Shareholder(s) in writing, by e-mail or registered mail or delivery by hand against receipt ("Notice of Refusal"). It does not need to specify the grounds of its objection. The Board of Managers of the Company is obliged, within thirty-five (35) calendar days of the Notice of Refusal and at the latest on the Transaction Date, to have the Offered Securities acquired by (i) the other Shareholders, or (ii) by one or more individuals or legal entities of its choice, pursuant to the transfer procedure set forth in paragraph 8.3.2. above, or (iii) if not possible, by the Company itself if it fulfills all the legal conditions for such acquisition, at the price which is contained in the Sale Proposal Notice.

8.5 For the purposes of the above, (i) "transfer", in whatsoever form and for whatsoever reason, is defined as any assignment, contribution, transmission, change in ownership (whether in full ownership, bare ownership or usufruct) with or without consideration, even if the transfer takes place by way of an individual renunciation of preferential subscription rights in favour of designated persons, by application of a judicial decision or if the transfer of ownership is deferred, (ii) "Transaction Date" means the date on which transfer of shares may be made, being 1st July of each year or any other date as it may be approved by the Board of Managers, (iii) "bona fide offer" is defined as an irrevocable offer made in writing in good faith by a proposed transferee to acquire a specified number of shares and which indicates (a) the type, number and class of shares or Securities to be purchased, (b) the price offered per share or Security, (c) the terms and conditions of the offer, including any representations, warranties and indemnities to be delivered therewith, (d) the name and address of the offeror and of each person who controls it and (e) the financing means of the offeror in respect of the envisaged purchase, provided that such offer may not be subject to any conditions the satisfaction or fulfillment of which is within the control of such proposed transferee, (iv) "Transaction Price" means (x) in the absence of a bona fide

offer, the nominal value of the shares and (y) in case of a bona fide offer by third party, the price proposed by such third party as applicable.

8.6 Tag-along rights

If at any time one, or more Shareholders representing at least fifty percent (50%) of the issued share capital of the Company acting collectively, propose to transfer their shares to a third party, then such shareholder(s) (the "Selling Shareholder(s)") shall give the other shareholders (the "Non-Selling Shareholders") (with a copy to the Company) written notice of the Selling Shareholder's intention to make the transfer (the "Offer Notice") which Offer Notice shall at least include:

- (i) a description and number of the shares to be transferred (the "Offered Shares");
- (ii) the identity of the proposed transferee (the "Transferee"); and
- (iii) the material terms and conditions upon which the transfer is to be made.

The Offer Notice shall also certify that the Selling Shareholders have received a credible offer from the Transferee and in good faith believe a binding agreement for the Transfer is obtainable upon the terms set forth in the Offer Notice.

Upon receipt by the Non-Selling Shareholders of the Offer Notice, provided that the Offered Shares comprise, at the time of the Offer Notice, at least fifty percent (50%) of the total then issued shares, the Non-Selling Shareholders may elect to participate in the contemplated transfer by delivering written notice by e-mail or registered mail or delivery by hand against receipt to the Selling Shareholder within thirty (30) calendar days after the sending of the Offer Notice.

If any such Non-Selling Shareholder has elected to participate in such sale (each a "Participating Shareholder"), each Participating Shareholder will be entitled to participate in the contemplated sale, at the same price and on the same terms and conditions as are applicable to the Selling Shareholders. The Selling Shareholders agree to use their best efforts to obtain the agreement of the Transferee to the participation of the Participating Shareholder in the contemplated transfer and agree not to transfer any shares to the prospective Transferee if such prospective Transferee declines to allow such participation.

Chapter III. Board of Managers

Art. 9. Management of the Company. The Company is managed by a board of managers composed of at least three managers who may but need not be shareholders (the "Board of Managers").

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

Any manager may participate in any meeting of the Board of Managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the Board of Managers by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

The Board of Managers will appoint from among its members a chairman (the "Chairman"). It may also appoint a secretary, who need not be a manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholders.

The Board of Managers may at any time decide to create committees and to define the scope of their activity.

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two (2) Managers so require.

The Chairman will preside at all meetings of the Board of Managers and of the shareholders, except that in his absence the Board of Managers may appoint another manager and the general meeting of shareholders may appoint any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Written notice of any meeting of the Board of Managers must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. Such convening notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the Board of Managers.

Every meeting of the Board of Managers shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Managers may from time to time determine. Meeting of the Board of Managers is duly quorated only if a majority of the members in office are present or represented.

Decisions of the Board of Managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company present or represented at a meeting of the Board of Managers.

The Board of Managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by email or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution.

Any manager having an interest in a transaction submitted for approval to the Board of Managers conflicting with that of the Company, shall be obliged to advise the Board of Managers thereof and to cause a record of his statement to be included in the minutes of the meeting and may not take part in these deliberations. It is hereby understood that for transfer of shares from a manager/shareholder to another, both Managers abstain to vote on the decision to be taken by the Board of Managers.

If following a conflict of interest between the interests of a manager and the Company, it results that less than two (2) Managers may participate in the deliberation and vote on a transaction, the matter shall be referred to the general meeting of Shareholders of the Company which shall decide on such matter at a simple majority of the votes cast (being the approval by more than fifty percent (50%) of the voting shares for which a valid vote has been expressed, it being understood that abstentions are not taken into account for the purposes of the calculation of such majority), except sale of shares to non-shareholders in which case the prior approval of the shareholders of the Company representing at least seventy-five (75 %) of the issued share capital shall be obtained in accordance with article 8.1 of the Articles of Association.

Art. 10. Minutes of the meetings of the Board of Managers. The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the chairman of the meeting. Any proxies will remain attached thereto.

Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of the Chairman or under the joint signature of any two (2) managers.

Art. 11. Delegation of Powers. The Board of Managers may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

Art. 12. Binding signature. The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two (2) managers or by the joint signatures or sole signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Board of Managers, but only within the limits of such power.

Art. 13. Liability of Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

- (i) Against any liability to the Company or its shareholders by reason of willful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;
- (ii) With respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or
- (iii) In the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the Board of Managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this Article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this Article.

Chapter IV. Meeting of shareholders

Art. 14. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 15. Shareholder meetings. The maximum number of shareholders of the Company may not exceed 40, except that such number may be exceeded in the event of transmission of shares upon death or dissolution of a matrimonial community.

Each shareholder may act at any shareholders' meeting by appointing in writing, by email or facsimile, or any other similar means of communication as his proxy another person who need not be a shareholder.

Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. The holding of a general meeting of the shareholders is not required where the number of shareholders does not exceed 25. In such case collective decisions may be taken by the shareholders by way of written resolutions.

Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail by the Board of Managers to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the precise text of such resolutions or decisions to be adopted shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by the affirmative vote of the majority of the voting shares for which a valid vote in favour or against has been expressed (it being understood that abstentions are not taken into account for the purpose of calculating the majority), regardless of the portion of capital represented. However, decisions concerning the amendment of the Articles of Association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

An annual general meeting of shareholders shall be held on the second Friday of the month of June at 12h00 of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 16. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the Luxembourg Company Law; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Chapter V. Financial year - Distribution of profits

Art. 17. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 18. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the Board of Managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 19. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the Board of Managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves available in the Company's accounts, decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Chapter VI. Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Chapter VII. Applicable law

Art. 21. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation."

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing persons, known by the notary by their surnames, first names, civil status and residences, said persons signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le vingt-quatrième jour du mois d'octobre,

par-devant Nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

s'est tenue une assemblée générale extraordinaire Assemblée») des associés de «Theta II S.à r.l.», une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 19, rue de Bitbourg, L-1273 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»), constituée suivant acte du notaire instrumentant du 16 octobre 2012 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») numéro 2818 du 21 novembre 2012, page 135218, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172207.

L'Assemblée a été déclarée ouverte et présidée par Me Mariya Gadzhalova, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg, qui a nommé comme secrétaire et scrutateur Me Milène Drweski, maître en droit, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'Assemblée ayant ainsi été constitué, le président a déclaré et requis le notaire d'acter:

(i) Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés ainsi que le nombre de parts sociales qu'ils détiennent, figurent sur une liste de présence; cette liste de présence, signée ne varietur par les associés, le mandataire des associés représentés, les membres du bureau de l'Assemblée et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

(ii) Qu'il appert de ladite liste de présence que toutes les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales émises de la Société émises sont représentées à la présente Assemblée et tous les associés présents ou représentés ont déclaré avoir été dûment informés et préalablement pris connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée et ont déclaré avoir renoncé à toute formalité de convocation.

(iii) Que la présente Assemblée est par conséquent valablement constituée et peut valablement délibérer sur l'ensemble des points portés à l'ordre du jour.

(iv) Que l'ordre du jour de l'Assemblée était le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification des statuts de la Société afin de modifier, entre autres, les articles 1, 8, 9, 15, 16 et 19 dont celles relatives au transfert de parts sociales et aux droits de préemption, de sorte que les statuts soient substantiellement sous la forme annexée aux procurations, le mandataire étant toutefois autorisé et habilité à effectuer, et accepter, les changements et modifications tels que jugés nécessaires.

L'Assemblée a ensuite, après délibération, adopté à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution unique

L'Assemblée a décidé de modifier et de refondre les statuts de la Société afin de modifier, entre autres, les articles 1, 8, 9, 15, 16 et 19 dont celles relatives au transfert de parts sociales et aux droits de préemption de la Société afin que les statuts aient la teneur suivante:

«STATUTS DE LA SOCIÉTÉ MODIFIÉS ET REFONDUS:

Chapitre I^{er} . Forme - Nom - Siège Social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe entre les comparants et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Theta II S.à r.l.» (la «Société»). La Société sera régie par les présents statuts (les «Statuts») et les dispositions légales applicables, notamment la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés»).

Art. 2. Objet. L'objet de la Société est d'acquérir, de détenir, de gérer et de disposer de participations et d'intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toute autre entité, entreprise ou investissement, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes, certificats de dépôt et autres valeurs mobilières ou instruments financiers de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La Société peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise et peut investir de quelque manière que ce soit et dans tous types d'avoirs. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations, de notes et de certificats de créance ou toute sorte de valeurs mobilières.

La Société peut prêter des fonds, y compris sans limitation ceux résultant de tous emprunts de la Société ou de l'émission de tous titres de capital ou de créance de toutes sortes, à ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée.

La Société peut donner des garanties et accorder des sûretés à tout tiers pour ses propres obligations et engagements ainsi que pour les obligations de toute société ou autre entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel la Société appartient ou toute autre société ou entité qu'elle juge appropriée et généralement pour son propre bénéfice ou pour le bénéfice de ces entités.

D'une manière générale elle peut prêter assistance à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société ou toute autre société ou entreprise que la Société juge appropriée, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

La Société peut généralement employer toute techniques et tous instruments en relation avec un quelconque de ses investissements dans le but d'une gestion efficace, y compris sans limitation des techniques et des instruments destinés à protéger la Société contre les risques de crédit, de taux de change, taux d'intérêt et autres risques.

Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.

Art. 3. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute par décision de l'assemblée générale des associés délibérant aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

Art. 4. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après).

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le Conseil de Gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert temporaire de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le Conseil de Gérance.

Chapitre II. Capital social - Parts sociales

Art. 5. Capital social. Le capital émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500 EUR) divisé en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (1 EUR) chacune, celles-ci étant entièrement libérées.

Toute prime d'émission disponible sera librement distribuable.

Art. 6. Augmentation et réduction de capital social. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptés de la manière requise pour la modification des présents statuts et la Société peut procéder au rachat de ses propres parts sociales en vertu d'une décision de ses associés.

Les nouvelles parts sociales à souscrire par un apport en espèces seront offertes par préférence aux associés existants proportionnellement à la part du capital social qu'ils détiennent. Le Conseil de Gérance fixera la période pendant laquelle le droit préférentiel de souscription pourra être exercé. Cette période ne pourra pas être inférieure à trente (30) jours. Si les associés existants n'exercent pas leur droit préférentiel de souscription endéans ce délai, ils seront présumés avoir renoncé à l'exercice de leur droit préférentiel de souscription.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, l'assemblée générale, délibérant aux conditions de quorum et de majorité requise pour la modification des statuts, pourra limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription ou autoriser le Conseil de Gérance à le faire.

Art. 7. Parts sociales. Les parts sociales de la Société seront émises uniquement sous forme nominative et un registre des associés dont tout associé pourra prendre connaissance sera tenu au siège social de la Société.

Le registre contiendra l'identification précise de chaque associé et l'indication du nombre de parts sociales détenues, l'indication des paiements effectués sur les parts sociales ainsi que les transferts de parts sociales et les dates de ceux-ci.

Chaque associé notifiera à la Société par lettre recommandée son adresse et tout changement de celle-ci. La Société sera en droit de se fier à la dernière adresse ainsi communiquée.

La propriété d'une part sociale nominative résultera de l'inscription dans le registre des associés.

Art. 8. Transfert de parts sociales et droits de préemption.

8.1. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné par des associés représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social émis de la Société.

8.2. Tout transfert de parts sociales sera inscrit dans le registre des associés, soit après notification à la Société suivant les règles régissant les cessions de créance prévues à l'article 1690 du Code Civil luxembourgeois, soit par une déclaration de cession inscrite dans le registre des associés, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) représentant(s). Par ailleurs, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des associés tout transfert constaté dans une correspondance ou autre document établissant l'accord du cédant et du cessionnaire.

8.3. Chaque associé accorde aux autres associés aux conditions stipulées ci-dessous un droit de préemption sur la cession de tout ou partie des parts sociales, bons de souscription de parts sociales et/ ou tout autre instrument semblable émis ou devant être émis par la Société, et pouvant donner droit, directement ou indirectement, immédiatement ou non, par conversion, échange, remboursement, présentation ou exercice de bons ou par tout autre moyen, à l'attribution de parts sociales ou d'autres instruments semblables octroyant une participation dans le capital social de la Société (les «Titres») qu'il détient. Au cas où un associé Associé Vendeur») (i) reçoit une offre sincère et honnête d'achat ou autrement de transfert de tout ou partie de ses Titres qu'il souhaite accepter ou (ii) décide de transférer tout ou partie de ses Titres à la Date de Transaction (telle que définie à l'article 8.5. ci-dessous) (ces Titres, aux points (i) et (ii), étant les «Titres Proposés»), l'Associé Vendeur devra envoyer un avis écrit par courriel ou lettre recommandée ou remis en main propre contre récépissé, au choix de l'Associé Vendeur Avis de Proposition de Vente») dès que possible et au plus tard cinq (5) jours calendaires après la communication par la Société du Prix de Transaction (tel que défini à l'article 8.5. ci-dessous) à chaque associé et à la Société, et devra proposer (la «Proposition de Vente») de céder les Titres Proposés aux autres associés (ensemble les «Destinataires de l'Offre» individuellement, un «Destinataire de l'Offre»).

8.3.1. L'Avis de Proposition de Vente devra comporter:

(a) en l'absence d'une offre sincère et honnête, (i) le nombre de Titres Proposés pour lesquels le transfert est envisagé; et (ii) le Prix de Transaction (tel que déterminé par le Conseil de Gérance); et (b) dans le cas d'une offre sincère et honnête en plus du point 8.3.1.(a)(i) ci-dessus, (i) le nom et l'adresse (ou le siège social) du cessionnaire proposé; (ii) l'identité de la/des personne(s) qui contrôle(nt) directement ou indirectement ce cessionnaire proposé; (iii) les relations financières directes ou indirectes, le cas échéant, entre l'Associé Vendeur et le cessionnaire proposé; (iv) le prix proposé en euro par le cessionnaire proposé en cas de paiement en espèces ou la valeur estimée en euro dans les autres cas, pour les Titres Proposés; (v) le cas échéant, les autres conditions de l'offre sincère et honnête, y compris la description de tous les accords que le cessionnaire proposé ou l'Associé Vendeur ou un affilié du cessionnaire proposé ou de l'Associé Vendeur envisage de conclure avec un associé ou un affilié; (vi) le cas échéant, une copie de l'offre sincère et honnête dûment signée par le cessionnaire proposé ayant fait l'offre sincère et honnête.

8.3.2. Les Titres Proposés seront proposés par l'Associé Vendeur aux Destinataires de l'Offre comme suit:

(a) L'Associé Vendeur offrira aux Destinataires de l'Offre, et lesdits Destinataires de l'Offre pourront choisir (mais ne seront pas obligés) d'acheter tout ou partie des Titres Proposés (sous réserve des présentes dispositions) en notifiant leur acceptation par écrit par courriel, lettre recommandée ou remis en main propre contre récépissé (à leur choix) (la «Notification d'Acceptation») à l'Associé Vendeur et à la Société dans les cinq (5) jours calendaires suivant l'envoi de l'Avis de Proposition de Vente. La Notification d'Acceptation indiquera si le Destinataire de l'Offre acceptant souhaite acheter plus que sa proportion initiale de Titres Proposés ainsi que le maximum de Titres Proposés qu'il souhaite accepter.

(b) Tous les Destinataires de l'Offre qui exercent ces droits d'achat peuvent, dans leur ensemble, acheter un nombre maximum de Titres Proposés égal au nombre de Titres Proposés multiplié par une fraction (x/y), où «x» sera le nombre de Titres détenus par ce Destinataire de l'Offre et «y» sera l'ensemble des Titres détenus par tous les Destinataires de l'Offre qui ont exercé leurs droits d'achat (les «Acheteurs», individuellement un «Acheteur») (le nombre de Titres qui en résulte sera arrondi au nombre entier le plus proche, et toute fraction égale à un demi sera arrondie au nombre entier inférieur). Si un/des Destinataire(s) de l'Offre n'exerce(nt) pas son/ses/leur(s) droit(s) de préemption conformément à l'article 8.3. (l'/les «Associé(s) Refusant»), ce(s) Destinataire(s) de l'Offre qui exerce(nt) son/leur(s) droit(s) de préemption conformément à l'article 8.3. aura/auront le droit d'acheter sa/leur part au prorata de Titres Proposés qui n'ont pas été acceptés par le(s) Associé(s) Refusant. Tout Titres Proposé excédentaire devra rester disponible à l'acquisition de la manière décrite ci-dessus jusqu'à (i) ce que tous les Titres Proposés excédentaires aient été acquis, ou (ii) l'expiration du délai de cinq (5) jours calendaires à compter de l'envoi de l'Avis de Proposition de Vente.

(c) La Société doit dans les sept (7) jours calendaires suivant l'expiration du délai de cinq (5) jours calendaires mentionné au paragraphe 8.3.2. (a) ci-dessus, à moins que le Conseil de Gérance n'ait une quelconque objection au transfert proposé, procéder à la répartition des Titres Proposés aux Destinataires de l'Offre conformément aux Notifications d'Acceptation reçues et conformément au droit de préemption décrit au point (b) ci-dessus jusqu'à ce que tous les Titres Proposés aient été répartis et ensuite, elle remettra un avis écrit par courriel, courrier recommandé ou en main propre contre récépissé (au choix de la Société) à tous les Acheteurs indiquant le nombre exact de Titres Proposés que chaque Acheteur peut acheter conformément au présent article Avis de Proposition d'Exercice»);

(d) Dans les cinq (5) jours calendaires suivant l'envoi de l'Avis de Proposition d'Exercice par la Société, chaque Acheteur confirmera à l'Associé Vendeur et la Société le nombre de Titres Proposés pour lesquels il accepte la Proposition de

Vente Avis d'Acceptation d'Exercice»). L'Avis d'Acceptation d'Exercice contiendra l'obligation inconditionnelle et irrévocable de l'Acheteur d'acquérir ledit nombre de Titres Proposés selon les mêmes conditions que celles indiquées dans l'Avis de Proposition de Vente (y compris l'offre sincère et honnête, le cas échéant).

8.3.3. Au cas où certains ou tous les Destinataires de l'Offre acceptent valablement d'acheter tous (et non seulement une partie) les Titres Proposés conformément au paragraphe 8.3.2., l'Associé Vendeur vendra les Titres Proposés aux Acheteurs, et les Acheteurs payeront le prix d'achat de ces Titres Proposés en espèces quinze (15) jours calendaires après la date d'envoi de l'Avis d'Acceptation d'Exercice.

Sauf accord contraire entre l'Associé Vendeur et les Acheteurs, l'achat des Titres Proposés par les Acheteurs aura lieu à l'établissement principal de la Société aux heures normales de bureau. À l'heure et l'endroit ainsi indiqués, l'Associé Vendeur livrera les instruments de cessions nécessaires pour transférer les Titres Proposés aux Acheteurs déterminés contre paiement du prix d'achat déterminé.

8.3.4. Dans le cas d'une Proposition de Vente conformément à une offre sincère et honnête, au cas où (a) les Destinataires de l'Offre viendraient à ne pas accepter valablement d'acquérir tous les Titres Proposés conformément à la Proposition de Vente ou (b) les Acheteurs viendraient à ne pas à acheter tous les Titres Proposés dans les délais impartis tel que mentionnés à l'article 8.3.3. (la date de la survenance décrite dans le sous-paragraphe précédent étant définie comme la «Date Finale»), alors l'Associé Vendeur aura le droit d'accepter, et de céder tous les Titres Proposés conformément à l'offre sincère et honnête, à condition que dans chacun de ces cas:

(a) le transfert des Titres Proposés conformément à l'offre sincère et honnête ait lieu dans les dix (10) jours calendaires suivant la Date Finale et au plus tard à la Date de Transaction;

(b) le prix décrit dans l'offre sincère et honnête n'ait changé d'aucune manière et aucun terme ou disposition déterminé dans l'offre sincère et honnête n'ait été modifié de quelque façon que ce soit (étant entendu que tout changement ou modification des termes de l'offre sincère et honnête constitueraient une nouvelle offre et serait sujet aux dispositions du présent article); et

(c) un tel transfert proposé doit avoir été notifié par écrit par courriel, courrier recommandé ou remis en main propre contre récépissé par l'Associé Vendeur à la Société et tous les autres associés au moins cinq (5) jours calendaires avant la date de cession proposée.

8.4. Si le Conseil de Gérance venait à s'opposer à un transfert, il doit immédiatement après l'envoi de l'Avis de Proposition de Vente informer l'/les Associé(s) Vendeur(s) de son refus par écrit, par courriel ou lettre recommandée ou le remettre en main propre contre récépissé Avis de Refus»). Il ne devra pas indiquer les motifs de son refus. Le Conseil de Gérance de la Société est obligé, dans les trente-cinq (35) jours calendaires suivant l'Avis de Refus, et au plus tard à la Date de Transaction, de faire acquérir les Titres Proposés par (i) les autres Associés, ou (ii) par une ou plusieurs personne(s) physique(s) ou morale(s) de son choix, conformément à la procédure de transfert décrite au paragraphe 8.3.2. ci-dessus ou (iii) si ce n'est pas possible, par la Société elle-même si elle remplit toutes les conditions légales pour une telle acquisition, au prix indiqué dans l'Avis de Proposition de Vente.

8.5 Aux fins des dispositions ci-dessus, (i) un «transfert», sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, est défini comme toute cession, apport, succession ou autre mutation (pleine propriété, nue-propriété ou usufruit), à titre onéreux ou gratuit, alors même que le transfert aurait lieu par voie de renonciation individuelle au droit préférentiel de souscription en faveur de personnes dénommées, en vertu d'une décision de justice ou que le transfert de propriété est différé, (ii) «Date de Transaction» signifie la date à laquelle les transferts de parts sociales peuvent être effectués, soit le 1^{er} juillet de chaque année ou à toute autre date approuvée par le Conseil de Gérance, (iii) «offre sincère et honnête» est définie comme une proposition irrévocable faite par écrit de bonne foi par un cessionnaire proposé pour acquérir un nombre défini de parts sociales et qui indique (a) le type, le nombre et la classe de parts sociales ou Titres devant être achetés, (b) le prix proposé par part sociale ou Titre, (c) les termes et conditions de l'offre, y compris toutes les confirmations, garanties et indemnités devant être fournies, (d) le nom et l'adresse du cessionnaire et de chaque personne qui le contrôle et (e) les moyens de financement du cessionnaire pour ce qui concerne l'achat envisagé, à condition qu'une telle offre ne puisse pas être sujette à une quelconque condition de satisfaction ou à l'accomplissement d'un acte dont le cessionnaire peut décider discrétionnairement et (iv) «Prix de Transaction» signifie (x) en l'absence d'offre sincère et honnête, la valeur nominale des parts sociales et (y) en cas d'offre sincère et honnête faite par un tiers, le prix proposé par ce tiers, le cas échéant.

8.6 Droits de sortie conjointe

Si, à tout moment, un ou plusieurs Associé(s) représentant au moins cinquante pour cent (50%) du capital social émis de la Société agissant collectivement, propose(nt) de transférer ses/leurs parts sociales à un tiers, alors cet/ces Associé(s) (l'/les «Associé(s) Vendeur(s)») doi(ven)t remettre aux autres Associés (les «Associés Non-Vendeurs») (avec copie à la Société) un avis écrit de l'intention de l'Associé Vendeur d'effectuer le transfert Avis d'Offre»), lequel devra au moins indiquer:

- (i) une description et le nombre des parts sociales à transférer (les «Parts Sociales Offertes»);
- (ii) l'identité du cessionnaire proposé (le «Cessionnaire»); et
- (iii) les conditions importantes sous lesquelles le transfert doit être effectué.

L'Avis d'Offre doit aussi certifier que le Associés Vendeurs ont reçu une offre crédible de la part du Cessionnaire et pensent de bonne foi qu'un accord contraignant pour le Transfert peut être obtenu suivant les conditions décrites dans l'Avis d'Offre.

Dès réception par les Associés Non-Vendeurs de l'Avis d'Offre, à condition que les Parts Sociales Offertes comprennent, au moment de l'Avis d'Offre, au moins cinquante pour cent (50%) du total des parts sociales alors émises, les Associés Non-Vendeurs peuvent décider de participer au transfert envisagé en remettant à l'Associé Vendeur un avis écrit par courriel, courrier recommandé ou remis en main propre contre récépissé dans les trente (30) jours calendaires suivant l'envoi de l'Avis d'Offre.

Si l'un des Associés Non-Vendeurs a choisi de participer à cette vente (chacun un «Associé Participant»), chaque Associé Participant aura le droit de participer à la vente envisagée au même prix et suivant les mêmes conditions que ceux applicables aux Associés Vendeurs. Les Associés Vendeurs acceptent de faire de leur mieux pour obtenir l'accord du Cessionnaire concernant la participation de l'Associé Participant au transfert envisagé et acceptent de ne transférer aucune part sociale au Cessionnaire potentiel si celui-ci refuse de permettre cette participation.

Chapitre III. Conseil de Gérance

Art. 9. Gérance de la Société. La Société est administrée par un conseil de gérance composé d'au moins trois gérants, associés ou non (le «Conseil de Gérance»).

Les gérants sont nommés et révoqués par une résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions. Si aucune durée du mandat n'est indiquée, les gérants sont nommés pour une durée indéterminée. Les gérants sont rééligibles, mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (*ad nutum*) à tout moment.

Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil de Gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une participation en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du Conseil de Gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Le Conseil de Gérance nommera parmi ses membres un président (le «Président»). Il pourra aussi nommer un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être un gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance et des associés.

Le Conseil de Gérance peut à tout moment décider de créer des comités et de définir l'étendue de leur activité.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président. Le Conseil de Gérance doit être convoqué si deux (2) gérants le demandent.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance et assemblées des associés, étant entendu qu'en son absence, le Conseil de Gérance nommera un autre gérant et l'assemblée générale des associés pourra nommer toute autre personne comme président temporaire par un vote à la majorité des associés présents ou représentés à cette assemblée.

Une convocation écrite de toute réunion du Conseil de Gérance doit être donnée aux gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Cet avis de convocation indiquera l'heure et l'endroit de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter.

Il pourra être passé outre à cette convocation avec un l'assentiment de chaque gérant donné par écrit, par e-mail ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Toute réunion du Conseil de Gérance se tiendra au Luxembourg ou tout autre endroit déterminé par le Conseil de Gérance de temps à autre. Le Conseil de Gérance ne pourra délibérer valablement que si la majorité des gérants en fonction sont présents ou représentés.

Les décisions du Conseil de Gérance sont valablement prises avec l'approbation de la majorité des gérants de la Société présents ou représentés à la réunion du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance peut aussi, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires, par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par courriel ou télécopie ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution prise.

Tout gérant ayant un intérêt dans une opération qui est soumise à l'approbation du Conseil de Gérance et qui est contraire à celui de la Société, est obligé d'en informer le Conseil de Gérance et de faire en sorte que sa déclaration soit constatée dans le procès-verbal de la réunion et ne peut pas prendre part à ces délibérations. Il est entendu que le transfert de parts sociales d'un gérant/associé à un autre, les deux Gérants s'abstiennent de voter sur la décision prise par le Conseil de Gérance.

Si à la suite d'un conflit d'intérêt entre les intérêts d'un gérant et ceux de la Société, il résulte que moins de deux (2) Gérants peuvent participer à la délibération et voter sur la transaction, le sujet doit être référé à l'assemblée générale des Associés de la Société qui doit se prononcer à ce sujet à une majorité simple des votes émis (étant l'approbation par plus de cinquante pourcent (50%) des parts sociales votantes pour lesquelles un vote valide a été exprimé, étant entendu que les abstentions ne sont pas prises en compte dans le calcul de cette majorité), à l'exception de la vente de parts sociales à des non-associés; dans ce cas l'approbation préalable des Associés de la Société représentant au moins soixante-quinze pourcent (75%) du capital social émis doit être obtenu conformément à l'article 8.1 des Statuts.

Art. 10. Procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance. Le procès-verbal de toute réunion du Conseil de Gérance sera signé par le président de la réunion. Les procurations y seront annexées.

Les résolutions des gérants, y compris des résolutions circulaires, seront certifiées comme faisant foi ou un extrait pourra être émis sous la signature individuelle du Président ou sous la signature conjointe de deux (2) gérants.

Art. 11. Délégation de pouvoirs. Le Conseil de Gérance pourra conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

Art. 12. Représentation de la Société. Vis-à-vis des tiers, la Société sera engagée par la signature conjointe de deux (2) gérants ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui un tel pouvoir de signature aura été délégué par le Conseil de Gérance, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 13. Responsabilité des gérants. Le(s) gérants n'est/ne sont pas personnellement responsables des dettes de la Société. En tant que représentants de la Société, ils sont responsables de l'exécution de leurs obligations.

Sous réserve des exceptions et limitations énumérées ci-dessous, toutes personnes qui est, ou qui a été, gérant ou préposé de la Société, sera, dans la mesure la plus large permise par la loi, indemnisée par la Société pour toute responsabilité encourue et toutes dépenses raisonnables contractées ou payées par elle en rapport avec toute demande, action, plainte ou procédure dans laquelle elle est impliquée en raison de son mandat présent ou passé de gérant ou préposé et pour les sommes payées ou contractées par elle dans le cadre de leur règlement. Les mots «demande», «action», «plainte» ou «procédure» s'appliqueront à toutes les demandes, actions, plaintes ou procédures (civiles ou pénales, y compris le cas échéant toute procédure d'appel) actuelles ou prévisibles et les mots «responsabilité» et «dépenses» comprendront, sans que cette liste ne soit limitative, les honoraires d'avocats, frais et dépens, jugements et montants payés en cas de compromis et autres responsabilités.

Aucune indemnité ne sera versée à un gérant ou préposé:

(i) En cas de mise en cause de sa responsabilité vis-à-vis de la Société ou de ses associés en raison d'un abus de pouvoir, de mauvaise foi, de négligence grave ou d'imprudence dans l'accomplissement des devoirs découlant de sa fonction;

(ii) Pour toute affaire dans laquelle il serait finalement condamné pour avoir agi de mauvaise foi et pas dans l'intérêt de la Société; ou

(iii) Dans le cas d'un compromis ou d'une transaction, à moins que le compromis ou la transaction en question n'ait été approuvé par une juridiction compétente ou par le Conseil de Gérance.

Le droit à indemnisation prévu par le présent article est divisible, n'affectera aucun autre droit dont un gérant ou préposé peut bénéficier actuellement ou ultérieurement, et subsistera à l'égard de toute personne ayant cessé d'être gérant ou préposé et bénéficiera aux héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de telles personnes. Les dispositions du présent article n'affecteront aucun droit à indemnisation dont pourrait bénéficier le personnel de la Société, y compris les gérants et préposés en vertu d'un contrat ou autrement en vertu de la loi.

Les dépenses en rapport avec la préparation et la représentation d'une défense à l'encontre de toute demande, action, plainte ou procédure de nature telle que décrite dans le présent article, seront avancées par la Société avant toute décision sur la question de savoir qui supportera ces dépenses, moyennant l'engagement par ou pour le compte du préposé ou du dirigeant de rembourser ce montant s'il est finalement déterminé qu'il n'a pas droit à une indemnisation conformément au présent article.

Chapitre IV. Assemblée générale des associés

Art. 14. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. Assemblées des associés. Le nombre maximum d'associés de la Société ne pourra excéder 40, mais ce nombre pourra être dépassé dans un cas de transmission de parts sociales pour cause de mort ou de dissolution d'une communauté matrimoniale.

Chaque associé peut prendre part à toute assemblée d'associés en nommant, par écrit, courriel ou télécopie, ou tout autre moyen de communication, une autre personne comme mandataire qui ne devra pas nécessairement être un associé.

Les résolutions des associés seront adoptées dans les formes et aux majorités prévues par la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés, par écrit (dans la mesure où c'est permis par la loi) ou lors d'assemblées. La tenue d'une assemblée générale des associés n'est pas requise lorsque le nombre d'associés n'excède pas 25. Dans ce cas, les décisions collectives peuvent être prises par les associés sous forme de résolutions écrites.

Toute assemblée des associés de la Société valablement constituée ou toute résolution écrite valable (dans la mesure où c'est permis par la loi le cas échéant) représente l'intégralité des associés de la Société.

Les assemblées peuvent être convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée par le Conseil de Gérance aux associés à l'adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'intégralité du capital social est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte précis de ces résolutions ou décisions devant être adoptées, doit être envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société ou moins huit (8) jours avant la date effective des résolutions. Les résolutions prennent effet à partir de leur approbation par la majorité prévue par la loi concernant les décisions collectives (ou sous réserve du respect des conditions de majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

A moins que la loi n'en dispose autrement, (i) les décisions de l'assemblée générale seront valablement adoptées si elles sont approuvées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première assemblée ou lors de la première résolution écrite, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois, par lettre recommandée, et les décisions seront adoptées par le vote affirmatif de la majorité des parts sociales avec droit de vote pour lesquelles un vote valable pour ou contre a été exprimé (étant entendu que les abstentions ne sont pas prises en compte dans le calcul de la majorité), quelle que soit la portion du capital représentée. (ii) Cependant, des décisions concernant la modification des Statuts seront prises par (x) une majorité des associés (y) représentant au moins trois quarts du capital social émis et (iii) les décisions concernant le changement de nationalité de la Société seront prises par les associés représentant cent pour cent (100%) du capital social émis.

Une assemblée générale annuelle des associés sera tenue le deuxième vendredi du mois de juin de chaque année à 12h00. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable, l'assemblée sera tenue le jour ouvrable suivant.

Art. 16. Associé unique. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé détient toutes les parts sociales, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179

(2) de la Loi Luxembourgeoise sur les Sociétés; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Chapitre V. Année sociale - Distribution des bénéfices

Art. 17. Année sociale. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 18. Comptes annuels. Chaque année le Conseil de Gérance établit les comptes annuels au 31 décembre. Les comptes annuels pourront être consultés par tout associé au siège social de la Société.

Art. 19. Distributions. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social émis de la Société.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes intérimaires sur base d'un état comptable préparé par le Conseil de Gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas être supérieurs au montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables disponibles dans les comptes de la Société, mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Chapitre VI. Dissolution - Liquidation

Art. 20. Dissolution. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite à un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés qui fixeront leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Chapitre VII. Droit applicable

Art. 21. Loi applicable. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.»

Le notaire soussigné, qui connaît l'anglais, déclare par les présentes qu'à la demande des personnes comparantes ci-dessus, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction en langue française; à la demande des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture de l'acte aux personnes comparantes, connues du notaire par leur nom, prénom, état civil et résidence, lesdites personnes ont signé avec Nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: M. GADZHALOVA, M. DRWESKI, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 29 octobre 2013. Relation: EAC/2013/14105. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2013155026/782.

(130189916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 novembre 2013.

HAWK Group S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 7, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 108.359.

In the year two thousand and thirteen, on the thirtieth day of October,

Before US Maître Joseph ELVINGER, notary, residing in Luxembourg.

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of the securitization company "HAWK GROUP S.A." (the "Company"), with registered office at 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, inscribed at the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 108.359, incorporated under the law of March 22, 2004 on securitization pursuant to a deed of the undersigned notary of May 24, 2005, published in the Mémorial C, n° 1033 of October 13, 2005, and whose bylaws have last been amended pursuant to a deed of the undersigned notary of October 23, 2009, published in the Mémorial C, n° 2370 of December 4, 2009.

The meeting is chaired by Flora Gibert, notary clerk, residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Mister Kazi Shahid.

The chairman declared and requested the notary to act.

I. That the shareholders, being all registered shareholders, have been duly convened by registered mail on October 18, 2013.

II. That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be registered with this minute.

- III. As appears from the said attendance list, 2,400,305 shares out of a total of

- one million five hundred twenty thousand two hundred sixty-four (1,520,264) class A ordinary shares;

- twenty-three thousand seven hundred eighteen (23,718) class B ordinary shares;

- one million two hundred seventy-seven thousand (1,277,000) class C ordinary shares;

- two thousand seven hundred forty (2,740) class D ordinary shares;

- one hundred twelve thousand three hundred eighty-two (112,382) class E ordinary shares, and

- eighty (80) Cumulative Redeemable Preference shares,

representing together 81,55 % of the Company's share capital, are present or represented at the present extraordinary general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of its agenda.

IV. That the agenda of the meeting is the following:

1. - Transfer of the registered office to L-6630 Wasserbilig, 7, Grand Rue.

2. - Subsequent amendment of the first paragraph of the article 2 of the articles of incorporation.

After deliberation, the meeting unanimously took the following resolutions:

Sole resolution

The meeting resolved to transfer the registered office to L-6630 Wasserbilig, 7, Grand Rue.

The meeting decides to amend subsequently the first paragraph of the article 2 to be read as follows:

"The registered office of the Corporation is established in Wasserbilig. It may be transferred to any other address in Wasserbilig by a decision of the board of directors."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present capital increase are estimated at approximately eight hundred Euro.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their Surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en langue française

L'an deux mille treize le trente octobre

Par-devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme de titrisation "HAWK GROUP S.A." (la «Société»), ayant son siège social à 46A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 108.359, constituée sous la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation, suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 24 mai 2005, publié au Mémorial C, n° 1033 du 13 octobre 2005 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 23 octobre 2009, publié au Mémorial C, n° 2370 du 4 décembre 2009.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Flora Gibert, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Kazi Shahid.

Le président déclare et prie le notaire d'acter.

I. Que les actionnaires, étant tous des actionnaires nominatifs, ont été dûment convoqués par lettre recommandée en date du 18 octobre 2013.

II. Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que les procurations, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III. Qu'il appert de cette liste de présence que 2.400.305 actions sur un total de:

- un million cinq cent vingt mille deux cent soixante-quatre (1.520.264) actions ordinaires de catégorie A;
- vingt-trois mille sept cent dix-huit (23.718) actions ordinaires de catégorie B;
- un million deux cent soixante-dix-sept mille (1.277.000) actions ordinaires de catégorie C;
- deux mille sept cent quarante (2.740) actions ordinaires de catégorie D;
- cent douze mille trois cent quatre-vingt-deux (112.382) actions ordinaires de catégorie E, et
- quatre-vingts (80) actions Préférentielles Cumulables et Rachetables

représentant ensemble 81,55 % du capital social de la Société, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à son ordre du jour.

IV. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social à L- 6630 Wasserbilig, 7, Grand Rue.
2. Modification subséquente du premier paragraphe de l'article 2 des statuts.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Résolution unique

L'assemblée décide de transférer le siège social à L- 6630 Wasserbilig, 7, Grand Rue.

L'assemblée décide de modifier en conséquence le premier paragraphe de l'article 2 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«Le siège de la Société est établi à Wasserbilig. Il pourra être transféré à toute autre adresse de Wasserbilig par décision du conseil d'administration.»

Frais

Les dépenses, coûts, rémunérations et frais de toute nature incombant à la Société et mis à sa charge à raison de la présente augmentation de capital, sont évalués approximativement à la somme de huit cents Euro.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prédésignés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: F.GIBERT, K.SHAHID, J.ELVINGER.

154368

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 4 novembre 2013. Relation: LAC/2013/49968. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I.THILL.

Référence de publication: 2013157309/104.

(130193029) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 novembre 2013.

A Concepts, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8041 Bertrange, 209, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 145.935.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le dix-huit octobre.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Monsieur Angelo CRAPANZANO, technicien en bâtiment, demeurant à L-7362 Bofferdange, 32, an den Strachen, Lequel comparant, agissant comme ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

Il est le seul et unique propriétaire des cent (100) parts sociales (ci-après «l'Associé Unique») de la société "A Concepts" (la "Société"), ayant son siège social à L-8041 Bertrange, 209, rue des Romains, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 3 mars 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 986 du 12 mai 2009,

immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 145.935.

Le capital social de la Société est de douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euro (125,-EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Réunissant en leurs mains la totalité des parts de la Société, l'Associé Unique décidé de dissoudre et de liquider la Société, celle-ci ayant cessé toute activité et d'agir en tant que liquidateurs de la Société.

Le comparant, agissant comme ci-avant, déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société.

Le comparant déclare que tous les passifs connus de la Société vis-à-vis des tiers ont été réglés entièrement ou dûment provisionnés, par rapport à d'éventuels passifs, actuellement inconnus de la Société et non payés à l'heure actuelle, assumer irrévocablement l'obligation de les payer. Tous les actifs ont été réalisés, que tous les actifs deviendront la propriété des associés, de sorte que la Société est dissoute et liquidée, par conséquent elle est considérée comme clôturée.

Décharge pleine et entière est accordée par le comparant au gérant pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Les livres et comptes de la Société seront conservés pendant cinq ans au siège social.

Pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes. Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la Société dissoute et l'avoir social de ou remboursement aux associés ne pourra se faire avant le délai de trente jours (par analogie de l'article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à huit cent cinquante euros (850,-EUR).

DONT ACTE, fait et passé en l'étude à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. CRAPANZANO, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 22/10/2013. Relation: LAC/2013/47926. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 22/11/2013.

Référence de publication: 2013163210/48.

(130199647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 novembre 2013.
